Zeitschrift: Arbido-B : Bulletin

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Archivare; Verband der Bibliotheken und der Bibliothekarinnen/Bibliothekare der Schweiz; Schweizerische Vereinigung für Dokumentation

Band: 6 (1991)

Heft: 6

Rubrik: Mitteilungen VSB = Communications de l'ABS

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Mitteilungen VSB
Communications de l'ABS

Generalversammlung 1991

Als Folge eines spät eingereichten Rücktrittes wird das folgende Traktandum eingeschoben:
6bis: Ersatzwahl in den VSB-Vorstand

Assemblée générale 1991

Suite à la retraite d'un membre du Comité, le point suivant est ajouté à l'ordre du jour de l'Assemblée générale:
6bis: Election complémentaire au Comité ABS

VSB-Statutenentwurf

In Artikel 9.1 des Statutenentwurfs, welcher den Mitgliedern der Vereinigung zugesandt wurde, hat sich ein Fehler eingeschlichen. Nachfolgend die korrekte Version:
9.1 Die **Generalversammlung wählt** eine Kontrollinstanz. Ihr Mandat dauert vier Jahre und kann erneuert werden.

Projet de statuts de l'ABS

Une erreur s'est glissée à l'article 9.1 du projet de statuts adressé aux membres de l'association. La version correcte est donnée ci-après:
9.1 L'**Assemblée générale élit** un organe de contrôle dont le mandat est de quatre ans, il est renouvelable.

Tätigkeitsbericht der Vereinigung schweizerischer Bibliothekare – Rapport d'activité de l'Association des bibliothécaires suisses

1990/1991

I. Vorstand – Comité

1. Président de l'ABS

L'ABS a poursuivi son action à travers les nombreux organes – Comité, communautés de travail, Organisation du personnel, commissions et groupes de travail – qui la constituent. Pour la période allant du 1er mai 1990 au 30 avril 1991, le lecteur trouvera les comptes rendus d'activité de ces différents secteurs dans la seconde partie de ce rapport. Globalement, au cours des derniers mois, notre association a plus particulièrement mis l'accent sur le développement de ses **relations avec ses partenaires extérieurs** et la seconde étape de la **réforme de ses structures.**

Contexte
L'année écoulée a été riche en initiatives et projets qui, à terme, exerceront une influence sur le secteur des bibliothèques et de l'information documentaire.
Il convient tout d'abord de noter l'intérêt accru des autorités fédérales pour notre secteur d'activité. C'est ainsi que, dans la prolongation de l'Arrêté fédéral renouvelant pour les années 1992–1995 l'aide financière à la Bibliothèque pour tous (BPT), le Département fédéral de l'intérieur (DFI) et la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) ont mis sur pied un groupe

de travail chargé de formuler «un projet pour une **politique de la Confédération et des cantons dans le secteur des bibliothèques,** en particulier pour ce qui concerne le soutien aux bibliothèques de lecture publique». Présidé par M. Hans-Rudolf DÖRIG, Directeur-suppléant de l'Office fédéral de la culture (OFC), ce groupe de travail remettra son rapport à fin 1991. Il est constitué de représentants de l'OFC, de la CDIP, de la BPT, du Service suisse aux bibliothèques, de la présidente de la CLP et du président de l'ABS. Nous nous réjouissons que des représentants des autorités fédérales et cantonales ainsi que ceux des institutions et organisations professionnelles aient l'occasion de définir ensemble l'avenir possible de notre champ d'activité. Ce premier groupe de travail, dont le mandat est limité dans le temps, doit préfigurer, à nos yeux, un organe permanent, véritable «Conseil des bibliothèques suisses», dont notre pays a besoin pour conduire le développement harmonieux de ses bibliothèques, qu'elles soient scientifiques ou de lecture publique.

Dans le secteur plus spécifique des réseaux de bibliothèques, le nouveau Directeur de la Bibliothèque nationale a pris l'initiative de constituer un groupe de travail réunissant des responsables de bibliothèques scientifiques importantes ainsi que le président de l'ABS. Sous la dénomination **«Info 2000»** s'est engagée une réflexion visant à déterminer la forme, les possibilités et les conditions d'une intégration des réseaux de notre pays afin d'aller vers une «Bibliothèque suisse» virtuelle. Les principes retenus pour base à cette réflexion ont été publiés dans ARBIDO-R (1991, no 2, p. 30). Un plan d'action pour leur concrétisation est actuellement soumis à une procédure de consultation.

Ces nombreux projets impliquent des contacts réguliers avec les offices fédéraux concernés. C'est ainsi que la Direction de l'Office fédéral de l'éducation et de la science (OFES) et celle de l'Office fédéral de la culture ont reçu des délégations de l'ABS. Il a été convenu de renouveler, à intervalles réguliers, ce type d'entretiens. La rencontre avec l'OFES a permis, en particulier, de noter que la Confédération est disposée à prévoir des «mesures spéciales» de soutien au développement des bibliothèques à condition qu'un projet d'ensemble coordonné soit élaboré.

L'ABS a également participé à la consultation sur le projet d'**article constitutionnel sur l'encouragement de la culture.** L'essentiel de notre prise de position est reproduit dans le présent numéro d'ARBIDO-B.

Au niveau cantonal, nous retiendrons ici l'adoption, par le Grand-Conseil tessinois (11 mars 1991), d'une «Legge delle biblioteche». Après Neuchâtel en 1981, le Tessin est ainsi le second canton a se doter d'une loi propre pour organiser ses bibliothèques. Cette base légale vient couronner les efforts entrepris par nos collègues tessinois depuis une décennie.

Moins réjouissants pour les bibliothèques et leurs usagers ont été les derniers développements dans le domaine du **droit d'auteur:** contre l'avis du Conseil fédéral et de sa propre commission, le Conseil des Etats introduisait, dans le projet de loi en cours d'examen à l'Assemblée fédérale, le principe du «droit de prêt», c'est-à-dire le prélèvement, par les sociétés de droit d'auteur, d'une taxe sur le prêt de chaque document n'étant pas dans le domaine public. En accord avec l'Association suisse de documentation (ASD), l'ABS s'est élevée contre cette décision (Communiqué de presse, voir ARBIDO-B, 1991, 3 p. 7–8). En juin dernier, notre association a pu faire valoir son point de vue devant la Commission du Conseil national chargée d'examiner ce projet de loi. La majorité de la Commission propose l'abandon de la taxe de prêt, alors qu'une forte minorité souhaite son introduction. Dans le même temps, la Commission renforçait les dispositions concernant les taxes sur les photocopies. Au cours des mois à venir, l'ABS – ses organes et l'ensemble de ses membres – devra accroître son travail d'information auprès des parlementaires fédéraux afin que les intérêts des usagers de bibliothèques soient pris en compte dans la future loi sur le droit d'auteur.

Dans ce contexte en évolution rapide, il est devenu essentiel que notre secteur d'activité bénéficie d'une association professionnelle forte qui, tout en suscitant un débat aussi large que possible en son sein, s'exprime

d'une voix cohérente et unie. Comme l'Assemblée générale en a arrêté le principe à Fribourg l'an dernier, à l'avenir, notre capacité d'agir et d'influer sur notre environnement dépendra en grande partie de la mise sur pied d'un secrétariat permanent doté des moyens nécessaires à une action rapide et efficace.

Coopération

Au printemps 1991 sortait de presse la septième édition du **«Répertoire des périodiques étrangers** dans les bibliothèques suisses». Résultat d'un formidable effort de coopération entre, d'une part, les bibliothèques de notre pays qui ont fourni l'information primaire et, d'autre part, la Bibliothèque nationale et l'Association des bibliothécaires suisses, maîtres d'œuvre du projet, le RP 7 a vu le jour grâce à la ténacité de son chef de projet, M. Pierre GAVIN et de ses deux principaux rédacteurs, Mme Gina REYMOND et Robert WÄLCHLI: par leur détermination ils sont parvenus à faire entrer cet outil déjà vénérable dans l'ère des supports éléctroniques. Après une période d'incertitude quant à l'avenir du RP, un accord a été signé entre la Bibliothèque nationale (BNS) et l'Association des bibliothécaires suisses. La BNS reprend la responsabilité financière du RP et assure sa maintenance dès 1991. Elle s'est engagée à le faire en concertation avec l'ABS pour ce qui touche aux objectifs du projet ainsi qu'à ses aspects techniques et financiers.

Un autre outil de la coopération documentaire dans notre pays, **«Archives, bibliothèques et centres de documentation en Suisse: Guide de la documentation en Suisse (ABDS)»,** dont la quatrième et dernière édition remonte à 1976, est en bonne voie de trouver une solution durable à travers l'accord intervenu avec la Zentralbibliothek de Zurich qui étendra désormais son «Guide des bibliothèques suisses» au secteur de la documentation et des archives.

La constitution du **«Répertoire des fonds manuscrits conservés dans les bibliothèques et archives suisses»** se poursuit comme prévu. La publication de cet outil de travail est envisagée pour le printemps 1992. Dans ce cas également, les deux associations res-ponsables, l'Association des archivistes suisses (AAS) et l'ABS se sont efforcées d'assurer l'existence à long terme de ce projet, une fois la base de données initiale constituée. Les Archives littéraires suisses, créées au sein de la BNS, ont accepté d'assumer cette responsabilité.

Dans le cadre du projet de **«Bibliothèque suisse»** evoquée plus haut, l'organisation du prêt interbibliothèques revêt une importance particulière. Convient-il de modifier les pratiques de tarification en usage? est-il souhaitable de généraliser l'envoi des documents directement à l'usager final? Ce type de questions fait l'objet d'un mandat conjoint de l'ABS et de la Commission des bibliothèques universitaires (CBU) de la Conférence universitaire suisse au groupe de travail des chefs du prêt, présidé par M. Ludwig KOHLER (Zentralbibliothek, Zurich). Les conclusions sont attendues pour fin 1991.

Partenaires

L'AAS, l'ASD et l'ABS ont décidé d'organiser un premier **Congrès commun à Winterthour du 23 au 25 septembre 1993.** Cette manifestation s'inscrit dans une politique progressive de rapprochement des trois secteurs de l'information documentaire. Dans la même perspective, les présidents des trois associations se retrouvent deux fois par an pour examiner les questions d'intérêt commun.

L'ABS est devenue membre de la «Fédération des associations de bibliothécaires, archivistes et documentalistes des états membres du sommet francophone (FABADEF)» et de l'organisation «IOEB/TV DRS» qui assure le contact et la collaboration entre les institutions de la formation permanente, d'une part, et la «Fernsehen der deutschen und rätoromanischen Schweiz», d'autre part. Marianne TSCHÄPPÄT, (Bibliothèque pour tous, Berne) représente l'ABS au sein de l'IOEB.

Des contacts ont également été établis avec l'IFLA en vue d'organiser en Suisse le Congrès de cette fédération, ceci probablement en 1997 à l'occasion du centième anniversaire de la création de notre association.

Les Archives littéraires suisses ont souhaité disposer d'un organe de contact avec leurs partenaires naturels que sont les sociétés

d'auteurs et d'éditeurs, ainsi que les associations de bibliothécaires et d'archivistes. Philippe MONNIER, Bibliothèque puplique et universitaire de Genève, représente l'ABS au sein de ce nouvel organe.

A l'instar de ce qui se pratique depuis longtemps avec l'Association suisse de documentation, l'Association des archivistes suisses a souhaité que l'ABS délègue un de ses membres au sein de son Comité. Philippe MONNIER assumera désormais cette tâche.

Formation

Pour la troisième fois, le Département de l'éducation publique du Canton du **Tessin** a mis sur pied, à l'automne 1990, un cours pour futurs bibliothécaires. A la suite de l'accord intervenu avec le Comité de l'ABS et la Commission d'examens, ce cours préparera au diplôme de l'ABS. Au terme des deux ans de formation, les examens seront organisés par les membres romands de la Commission d'examens en collaboration avec la Direction des cours tessinois.

A Zurich s'est achevé le second **cours de formation pour conservateurs de bibliothèque.** Le Comité de l'ABS a décidé de reconduire cette formation pour une troisième période.

La Commission d'examens, désireuse d'adapter le contenu des examens menant au diplôme, à apporté des modifications au contenu des examens de catalogage et de bibliographie (cf. ARBIDO-B, 1990, no 7, p. 21–35). Jugées parfois abusives, elles ont fait l'objet d'une interpellation auprès du Comité ABS. Ce dernier, s'appuyant sur la pratique intervenue jusqu'ici, n'a pas souhaité remettre en cause la décision de principe de la Commission d'examens. Il lui a cependant demandé de rechercher, avec les bibliothèques formatrices concernées, un arrangement transitoire satisfaisant pour les candidats auxquels la nouvelle forme de l'examen de catalogage créerait des difficultés particulières. Il a également prié la Commission de préparer, pour l'été 1992, un projet de nouveaux statuts et règlement d'application de la formation professionnelle et des examens afin que soient clarifiés, entre autres, les compétences et responsabilités des divers organes dans ce secteur.

Créée voici un an, la **Commission de formation** a soumis au Comité ABS son programme de travail et ses objectifs pour 1991–92. Sur la base de ces propositions, le Comité a arrêté un certain nombre de décisions:

1. Un nouveau concept d'ensemble de la formation professionnelle est à élaborer. La Commission a été chargée d'effectuer les travaux préalables nécessaires en tenant compte des axes de travail suivant:
   - les types de formation sont à repenser en tenant compte d'un rapprochement des divers métiers de l'information documentaire;
   - les niveaux de formation existant (bibliothécaire à titre accessoire, bibliothécaire diplômé, conservateur) sont à évaluer dans leur adéquation aux besoins et le cas échéant à modifier et/ou compléter;
   - à l'avenir, les formations favoriseront une plus grande mobilité et polyvalence à la fois dans l'espace (changement d'activité et/ou de lieu de travail) et dans le temps (capacité de s'adapter à l'évolution);
   - l'accent doit être mis sur la compatibilité des futurs diplômes avec les structures de la formation professionnelle suisses et européennes;
   - la relation entre les éléments de la formation acquis, d'une part, en stage et, d'autre part, sous forme scolaire est à réexaminer;
   - la base de recrutement doit répondre aux besoins du marché de l'emploi;
   - le financement des formations doit pouvoir être pris majoritairement en charge par les pouvoirs publics.
2. La Commission de formation a été chargée de préparer un concept et un plan financier pour la formation de cadres destinée aux bibliothécaires diplômés.
3. La Commission d'examens a été chargée d'assurer la coordination des cours régionaux préparant au diplôme de l'ABS en réunissant, à intervalles réguliers, les responsables concernés.

Sylvie PRAHIN assure désormais le lien

entre la Commission de formation et la sous-commission formation de la Commission fédérale pour l'information scientifique (CFIS).

Organisation et fonctionnement de l'ABS
Conformément au mandat adopté par l'Assemblée générale de Fribourg, le Comité de l'ABS à poursuivi la préparation de la réforme de l'association.
Après avoir examiné divers modèles possibles, il a considéré que seul un financement à partir des cotisations permettrait la mise en place rapide du **secrétariat permanent** tout en maintenant l'autonomie de l'ABS. Un financement à travers le produit de prestations n'est envisageable qu'à moyen terme, au moment où les infrastructures de base auront été renforcées et qu'elles porteront leurs premiers fruits. Sous réserve de l'approbation du concept concernant le secrétariat permanent par l'Assemblée générale de Brunnen, le Comité a arrêté une importante augmentation des cotisations des membres collectifs pour les trois années à venir. Les membres concernés en ont été informés par lettre personnelle du 6 février 1991.
Le même groupe de travail qui avait préparé le «Livre blanc: l'ABS en marche» a été chargé de formuler une proposition pour les nouveaux **statuts** de l'Association. Une procédure de consultation approfondie a permis aux organes de l'Association de contribuer activement à fixer les futurs contours de l'ABS. Le texte adopté par le Comité accompagné d'un bref commentaire, sera adressé à tous les membres avant la prochaine Assemblée générale. Nous y renvoyons le lecteur.
En collaboration avec l'organe de contrôle et la fiduciaire chargée de la gestion comptable, un nouveau plan comptable a été établi. Il sera appliqué à partir de l'année comptable 1991. Dans le même temps, le Comité de l'ABS a fixé des règles strictes sur les compétences respectives du Comité, du Président et du Secrétaire concernant les engagements financiers de l'Association.
La Commission de catalogage a achevé la réalisation de l'ensemble des fascicules de règles qui seront mis en vente dans le courant de l'automne. En application des décisions de l'Assemblée générale de Fribourg, des prix de vente différents ont été prévus pour les membres et les non-membres de l'ABS.
A l'initiative de Hans-Peter SCHWARZ (ETHZ-Bibliothek), un nouveau groupe de travail consacré au «Management des bibliothèques» a été mis sur pied et reconnu par le Comité ABS. Il entamera ses activités à la rentrée.
Le mandat et la composition de la Commission «Relations publiques» ont été modifiés.
Au terme de ce rapport, il m'appartient de rendre hommage et de remercier toutes les personnes qui au sein de notre association ou en relation avec elle œuvrent pour le développement des bibliothèques et pour l'affirmation des professionnels qui les animent. J'ose croire que le temps, l'imagination et l'énergie consacrés à cette tâche soient également pour elles source de satisfactions personnelles.

Sion, juillet 1991

Jacques CORDONIER

1. VSB-Präsident (Übersetzung)

Die VSB hat ihre Tätigkeit in ihren zahlreichen Gremien – Vorstand, Arbeitsgemeinschaften, Personalorganisation, Kommissionen und Arbeitsgruppen – fortgesetzt. Die Rechenschaftsberichte der einzelnen Bereiche für die Zeit vom 1. Mai 1990 bis 30. April 1991 sind im zweiten Teil des Berichts aufgeführt.
Gesamthaft gesehen hat unsere Vereinigung in den letzten Monaten vermehrt Gewicht gelegt auf die Entwicklung der **Beziehungen nach aussen** und auf die zweite Etappe der **Strukturreform.**

Einleitung
Das vergangene Jahr war reich an Initiativen und Projekten, die längerfristig Einfluss auf den Bibliotheks- sowie den Informations- und Dokumentationsbereich ausüben werden.

Erwähnt werden muss vorerst das steigende Interesse der eidgenössischen Behörden für unseren Tätigkeitsbereich. So haben das Eidgenössische Departement des Innern (EDI) und die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) im Rahmen des Bundesbeschlusses über die Erneuerung der Finanzhilfe für die Jahre 1992–1995 an die Schweizerische Volksbibliothek (SVB) eine Arbeitsgruppe eingesetzt, mit dem Auftrag, «Vorschläge für eine künftige **Politik von Bund und Kantonen im Bibliotheksbereich,** insbesondere für die Unterstützung allgemein-öffentlicher Bibliotheken, zu erarbeiten». Die vom stellvertretenden Direktor des Bundesamtes für Kultur (BAK), Herrn Hans-Rudolf DÖRIG, präsidierte Arbeitsgruppe, wird ihren Bericht Ende 1991 vorlegen. Sie setzen sich aus Vertretern des BAK, der SVB, des Schweizer Bibliotheksdienstes, der Präsidentin der SAB und dem Präsidenten der VSB zusammen. Wir sind erfreut, dass Vertreter der eidgenössischen und kantonalen Behörden sowie diejenigen der Berufsorganisationen Gelegenheit haben, gemeinsam die mögliche Zukunft unseres Tätigkeitsfeldes zu bestimmen. Diese erste Arbeitsgruppe, deren Auftrag zeitlich beschränkt ist, muss in unseren Augen ein ständiges Gremium andeuten, einen eigentlichen «Rat der Schweizer Bibliotheken», den unser Land braucht, um die harmonische Entwicklung seiner wissenschaftlichen wie allgemein-öffentlichen Bibliotheken zu steuern.

Im spezifischeren Bereich der Bibliotheksnetze hat der neue Direktor der Landesbibliothek den Anstoss dazu gegeben, eine Arbeitsgruppe zu bilden, die aus den Verantwortlichen der wichtigen wissenschaftlichen Bibliotheken sowie dem Präsidenten der VSB besteht. Unter dem Namen **«Info 2000»** wurden Überlegungen angestellt, mit dem Ziel, die Form, die Möglichkeiten und Bedingungen für die Integration der Bibliotheksnetze unseres Landes festzulegen, um so zu einer möglichen «Bibliothek Schweiz» zu gelangen. Die Grundsätze, die diesen Überlegungen zugrunde liegen, sind im ARBIDO-R (1991, Nr. 2, S. 30) festgehalten. Ein Aktionsplan zu deren Konkretisierung befindet sich zurzeit in der Vernehmlassung.

Diese zahlreichen Projekte setzen regelmässig Kontakte mit den zuständigen Bundesämtern voraus. So haben das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft (BBW) und das Bundesamt für Kultur Delegationen der VSB empfangen. Es wurde vereinbart, solche Treffen in regelmässigen Abständen zu wiederholen. Das Treffen mit dem BBW hat vor allem gezeigt, dass der Bund bereit ist «spezielle Massnahmen» zur Unterstützung der Entwicklung der Bibliotheken vorzusehen, falls ein koordiniertes gemeinsames Projekt ausgearbeitet wird.

Die VSB beteiligte sich auch an der Beratung zum Entwurf des **Kulturförderungsartikels.** Die wesentlichen Punkte unserer Stellungnahme sind in der vorliegenden Nummer des ARBIDO-B wiedergegeben.

Auf kantonaler Ebene erwähnen wir hier die Annahme der «Legge delle biblioteche» durch den Tessiner Grossen Rat (11. März 1991). Nach Neuenburg im Jahre 1981, ist das Tessin der zweite Kanton, der über ein besonderes Gesetz zur Organisation seiner Bibliotheken verfügt. Diese gesetzliche Grundlage krönt die Anstrengungen, die unsere Tessiner Kollegen während der letzten zehn Jahre unternommen haben.

Weniger erfreulich für die Bibliotheken und deren Benutzer war die jüngste Entwicklung im Bereiche des **Urheberrechts:** entgegen des Vorschlags des Bundesrates und der zuständigen Kommission, fügte der Ständerat bei der Beratung des Gesetzesentwurfs in der Bundesversammlung den Grundsatz des «Bibliotheksrappens» ein, das heisst die Erhebung einer Taxe durch die Verwertungsgesellschaften für jedes urheberrechtlich geschützte Dokument. In Übereinstimmung mit der Schweizerischen Vereinigung für Dokumentation (SVD) hat sich die VSB gegen diesen Entscheid ausgesprochen (Pressecommuniqué, siehe ARBIDO-B, 1991, 3, S. 7–8). Im letzten Juni hatte unsere Vereinigung Gelegenheit, ihren Standpunkt vor der für die Prüfung des Gesetzesentwurfs zuständigen nationalrätlichen Kommission darzulegen. Die Mehrheit der Kommission schlägt den Verzicht des «Bibliotheksrappens» vor, während eine starke Minderheit deren Einführung begrüsst. Gleichzeitig hat die Kom-

mission, die die Fotokopiegebühren betreffende Verfügung verstärkt. In den kommenden Monaten müssen die VSB, ihre Gremien und alle ihre Mitglieder ihre Aufklärungsarbeit bei den eidgenössischen Parlamentariern erhöhen, damit den Interessen der Bibliotheksbenutzer im künftigen Urheberrechtsgesetz Rechnung getragen wird.

In diesem Umfeld der raschen Entwicklung ist es unerlässlich, dass unser Tätigkeitsbereich über einen starken Berufsverband verfügt, der in seinen Reihen eine möglichst breite Auseinandersetzung hervorruft, aber nach aussen sachbezogen und einig auftritt. Wie die Generalversammlung vom letzten Jahr in Freiburg im Grundsatz festgehalten hat, hängt unsere Handlungsfähigkeit und unser Einfluss auf unsere Umgebung zu einem grossen Teil von der Einsetzung eines ständigen Sekretariats ab, das über die notwendigen Mittel verfügt, um rasch und wirksam handeln zu können.

Zusammenarbeit

Im Frühjahr 1991 erschien die 7. Ausgabe des **«Verzeichnisses ausländischer Zeitschriften** und Serien in schweizerischen Bibliotheken». Es ist das Resultat einer hervorragenden Zusammenarbeit zwischen den schweizerischen Bibliotheken, die die Primärinformationen geliefert haben sowie der Landesbibliothek und der Vereinigung schweize-rischer Bibliothekare, als Projektträger. Das VZ 7 entstand dank der Beharrlichkeit des Projektleiters Herrn Pierre GAVIN und seiner beiden verantwortlichen Redaktoren, Frau Gina REYMOND und Herr Robert WÄLCHLI, die es mit ihrer Bestimmtheit erreicht haben, dieses bereits ehrwürdige Hilfsmittel in die Ära der elektronischen Datenträger einzuführen. Nach einer Phase der Ungewissheit, was die Zukunft des VZ betrifft, wurde zwischen der Landesbibliothek (LB) und der Vereinigung schweizerischer Bibliothekare eine Übereinkunft unterzeichnet, die vorsieht, dass die LB die Finanzierung des VZ übernimmt und ab 1991 laufend auf dem neusten Stand hält. Was die Ziele des Projekts sowie die technischen und finanziellen Aspekte betrifft, verpflichtet sie sich, dies in Absprache mit der VSB zu machen.

Für ein anderes Hilfsmittel der Zusammenarbeit im dokumentarischen Bereich **«Archive, Bibliotheken und Dokumentationsstellen der Schweiz: Führer durch die schweizerische Dokumentation (ABDS)»**, dessen vierte und letzte Ausgabe 1976 erschien, ist eine dauerhafte Lösung in Sicht. Es konnte mit der Zentralbibliothek in Zürich eine Übereinkunft getroffen werden, dass sie ihr «Bibliothekstaschenbuch Schweiz» künftig auf die Bereiche Dokumentation und Archivwesen ausweitet.

Die Schaffung des **«Repertoriums der handschriftlichen Nachlässe in den Bibliotheken und Archiven der Schweiz»** geht wie geplant voran, die Veröffentlichung ist für das Frühjahr 1992 vorgesehen. Auch in diesem Fall haben sich die beiden verantwortlichen Vereinigungen, die Vereinigung Schweizerischer Archivare (VSA) und die VSB, bemüht, das langfristige Bestehen des Projekts zu sichern, sobald der Grundstein für die Datenbank geschaffen ist. Das innerhalb der LB geschaffene Schweizerische Literaturarchiv ist bereit, diese Verantwortung zu übernehmen.

Im Rahmen des oben erwähnten Projekts der **«Bibliothek Schweiz»**, erhält die Organisation des interbibliothekarischen Leihverkehrs besonderes Gewicht. Einigt man sich, die heute übliche Praxis in der Tarifgestaltung zu ändern? ist es wünschenswert den Direktversand der Dokumente an den Endbenutzer zu verallgemeinern? Mit dieser Art von Fragen beschäftigt sich in einem gemeinsamen Auftrag der VSB und der Kommission für Universitätsbibliotheken der Schweizerischen Hochschulkonferenz (KUB) die Arbeitsgruppe der Benutzungsdiestchefs unter dem Vorsitz von Herrn Ludwig KOHLER (Zentralbibliothek Zürich). Ihre Schlussfolgerungen werden für Ende 1991 erwartet.

Partner

Die VSA, die SVD und die VSB haben beschlossen **vom 23. bis 25. September 1993 eine erste gemeinsame Tagung in Winterthur** zu organisieren. Diese Veranstaltung bildet den Ausdruck einer fortwährenden

Politik der Annäherung in den drei Bereichen der Information und Dokumentation. In diesem Sinne sind auch die zweimal jährlich stattfindenden Treffen der Präsidenten der drei Vereinigungen zu sehen, an denen die gemeinsamen Anliegen erörtert werden.
Die VSB ist Mitglied der «Fédération des associations de bibliothécaires, archivistes et documentalistes des états membres du sommet francophone (FABADEF)» und der Organisation «IOEB/TV DRS» geworden. Letztere sichert den Kontakt und die Zusammenarbeit zwischen den Weiterbildungsinstitutionen und dem «Fernsehen der deutschen und der rätoromanischen Schweiz». Die VSB ist in der IOEB durch Marianne TSCHÄPPÄT (Schweizerische Volksbibliothek, Bern) vertreten.
Kontakt aufgenommen wurde auch mit der IFLA, dies im Hinblick auf die Organisation der Tagung des Verbandes in der Schweiz, möglicherweise im Jahre 1997, aus Anlass des hundertjährigen Bestehens unserer Vereinigung.
Das Schweizerische Literaturarchiv hat den Wunsch geäussert, mit seinen gleichgesinnten Partnern, wie dem Schriftsteller- und Verlegerverband sowie den Vereinigungen der Bibliothekare und Archive eine Kontaktstelle einzurichten. Philippe MONNIER, Bibliothèque publique et universitaire, Genf, vertritt die VSB innerhalb dieses neuen Gremiums. Wie dies mit der Schweizerischen Vereinigung für Dokumentation seit langer Zeit praktiziert wird, hat auch die Vereinigung Schweizerischer Archivare gewünscht, dass die VSB eines ihrer Mitglieder in deren Vorstand delegiert. Philippe MONNIER übernimmt künftig diese Aufgabe.

Ausbildung
Zum dritten Mal hat das Erziehungsdepartement des Kantons **Tessin** im Herbst 1990 einen Kurs für künftige Bibliothekare angeboten. Als Folge der Vereinbarung, die mit der VSB und der Prüfungskommission getroffen wurde, bereitet sie dieser Kurs auf das VSB-Diplom vor. Am Ende der zweijährigen Ausbildung organisieren die westschweizer Mitglieder der Prüfungskommission zusammen mit der Leitung der Tessiner Kurse die Prüfungen.
In Zürich wurde der zweite **Kurs für wissenschaftliche Bibliothekare** abgeschlossen. Der Vorstand der VSB hat beschlossen, diese Ausbildung ein drittes Mal anzubieten.
Die Prüfungskommission ist bestrebt, den Prüfungsinhalt zur Erlangung des Diploms anzupassen, und hat deshalb Änderungen für die Prüfungen in den Fächern Formalkatalogisierung und Bibliographien vorgenommen (vgl. ARBIDO-B, 1990, Nr. 7, S. 21–35). Dies wurde teils als Schritt in die falsche Richtung verstanden und hatte eine Einsprache beim VSB-Vorstand zur Folge. Letzterer stützte sich auf das bis dahin angewandte Vorgehen und wollte den von der Prüfungskommission gefällten Grundentscheid nicht erneut in Frage stellen. In der Folge beauftragte er die betroffenen Ausbildungsbibliotheken, eine zufriedenstellende Übergangslösung für diejenigen Kandidaten zu finden, denen die neue Form der Prüfung in Formalkatalogisierung besondere Schwierigkeiten bieten werden. Zudem ersuchte er die Kommission für den Sommer 1992 einen Entwurf neuer Statuten sowie eines neuen Ausführungsreglementes für die Berufsausbildung und die Prüfungen vorzubereiten, damit unter anderem die Kompetenzen und Verantwortlichkeiten der verschiedenen Gremien in diesem Bereich geklärt werden.
Die vor einem Jahr gegründete **Ausbildungskommission** hat dem VSB-Vorstand ihr Arbeitsprogramm und ihre Ziele für 1991/1992 vorgelegt. Aufgrund dieser Vorschläge hat der Vorstand einige Entscheide getroffen:

1. Ein neues Gesamtkonzept für die berufliche Ausbildung ist auszuarbeiten. Die Kommission wurde beauftragt, die notwendigen und vorrangigen Arbeiten auszuführen unter Berücksichtigung der folgenden Richtlinien:
   - die Ausbildungstypen müssen neu überdacht werden, wobei eine Annäherung der verschiedenen Berufe im Informations- und Dokumentationswesen anzustreben ist;
   - die bestehenden Ausbildungsstufen (nebenamtliche Bibliothekare, Diplom-

bibliothekare, wissenschaftliche Bibliothekare) sind darauf hin zu prüfen, ob sie den Bedürfnissen noch entsprechen und gegebenenfalls zu ändern und/oder zu ergänzen sind;
- die Ausbildungswege sollen künftig mehr Mobilität und Vielseitigkeit, sowohl räumlich (Wechsel der Tätigkeit und/oder des Arbeitsortes) wie zeitlich (Fähigkeit, sich der Entwicklung anzupassen) ermöglichen;
- das Schwergewicht muss auf die Übereinstimmung der künftigen Diplome mit den Ausbildungsstrukturen, sowohl in der Schweiz als auch in Europa gelegt werden;
- das Verhältnis der im praktischen und schulischen Bereich erworbenen Ausbildung muss überprüft werden;
- die Rekrutierungsgrundlagen müssen dem Arbeitsmarkt entsprechen;
- die Finanzierung der Ausbildungswege muss zum grössten Teil von der öffentlichen Hand übernommen werden können.

2. Die Ausbildungskommission wird beauftragt, ein Konzept und einen Finanzierungsplan für die Kaderausbildung der Diplombibliothekare auszuarbeiten.
3. Die Prüfungskommission wird beauftragt, die regionalen, auf des VSB-Diplom vorbereitenden Kurse zu koordinieren, indem sich die betreffenden Kursverantwortlichen in regelmässigen Abständen treffen.

Sylvie PRAHIN (EPFL, Lausanne) sichert künftig die Verbindung zwischen der Ausbildungskommission und der Unter-Kommission «Eidgenössische Kommission für wissenschaftliche Information» (EKWI).

Organisation und Tätigkeit der VSB

Gemäss des an der Generalversammlung in Freiburg angenommenen Auftrages, hat der VSB-Vorstand die Vorbereitung der Reform der Vereinigung fortgeführt.

Nachdem er verschiedene mögliche Modelle überprüft hat, ist er zum Schluss gekommen, das einzig eine Finanzierung über die Mitgliederbeiträge eine rasche Inbetriebnahme eines **ständigen Sekretariats** erlaubt, welches die Unabhängigkeit der VSB weiterhin gewährleistet. Eine Finanzierung über die Dienstleistungen kann erst mittelfristig in Betracht gezogen werden, in dem Moment, wenn die grundlegenden Infrastrukturen gefestigt und erste Resultate sichtbar sind.

Unter dem Vorbehalt, dass die Generalversammlung in Brunnen das Konzept betreffend eines ständigen Sekretariats genehmigt, hat der Vorstand eine erhebliche Erhöhung der Mitgliederbeiträge für die Kollektivmitglieder für die kommenden drei Jahre beschlossen. Die betroffenen Mitglieder wurden darüber in einem persönlichen Schreiben vom 6. Februar informiert.

Dieselbe Arbeitsgruppe, welche das «Weissbuch: die VSB unterwegs» vorbereitet hat, wurde beauftragt, einen Vorschlag für die neuen **Statuten** der Vereinigung auszuarbeiten. Eine breite Vernehmlassung hat es den Gremien der Vereinigung erlaubt, sich aktiv daran zu beteiligen, die künftigen Leitlinien der VSB festzulegen. Der vom Vorstand genehmigte Text, begleitet von einem kurzen Kommentar, wird allen Mitgliedern vor der nächsten Generalversammlung zugesandt. Wir verweisen den Leser darauf.

In Zusammenarbeit mit dem Kontrollorgan und der mit der Buchhaltung beauftragten Treuhandgesellschaft wurden ein neuer Kontenplan erstellt. Er wird ab dem Rechnungsjahr 1991 angewendet. Gleichzeitig hat der VSB-Vorstand genaue Regeln über die jeweiligen Kompetenzen von Vorstand, Präsident und Sekretär, betreffend die finanziellen Verpflichtungen der Vereinigung, festgelegt.

Die Kommission für Formalkatalogisierung hat alle Faszikel der VSB-Katalogisierungsregeln fertiggestellt. Sie werden im laufe des Herbstes zum Verkauf angeboten. In Anwendung der Beschlüsse der Generalversammlung in Freiburg, sind für Mitglieder und Nichtmitglieder der VSB verschiedene Verkaufspreise vorgesehen.

Auf Anregung von Hans-Peter SCHWARZ (ETHZ-Bibliothek), wurde eine neue Arbeitsgruppe, die sich dem «Bibliotheks-Management» widmet, gegründet und vom VSB-Vorstand anerkannt. Sie wird ihre Tätigkeit zum Schuljahresbeginn aufnehmen.

Der Auftrag und die Zusammensetzung der

Kommission für Öffentlichkeitsarbeit wurde geändert.
Am Schluss dieses Berichtes kommt es mir zu, allen Personen, die sich innerhalb unserer Vereinigung oder in Verbindung mit ihr für die Entwicklung der Bibliotheken einsetzen und die Berufsleute in ihrer Arbeit bestärken, zu danken. Ich wage zu hoffen, dass die Zeit, die Kreativität und die Energie, die sie dieser Aufgabe gewidmet haben, ihnen persönliche Genugtuung bringt.

Sitten, Juli 1991

Jacques Cordonier

2. VSB-Sekretariat – Secrétariat ABS

Frau lic. phil. Hélène Ambühl und Frau Elisabeth Gerber, letztere vorwiegend im Bereich Kopiermarken tätig, sorgten zusammen mit dem Sekretär für den reibungslosen Geschäftsgang im VSB-Sekretariat. Gaby Rauch betreute ausserdem die EDV-Dateien, die sukzessive aus der Pionierzeit von 1985 in zeitgemässere Formen übergeführt werden müssen. Die Schwerpunkte der Sekretariatsarbeit lagen eindeutig bei der Betreuung der Prüfungskommissionen, der Vorbereitung der Generalversammlung (Firmenausstellung!) sowie bei der Vorbereitung des Versandes des VZ-7. Schliesslich bildet die tägliche Auskunftstätigkeit in allen möglichen und unmöglichen Belangen reichlich Gelegenheit, der Devise «Humor ist, wenn man trotzdem lacht» nachzuleben.
Seit 1979 geniesst die VSB Gastrecht in der SLB und kann ihre Infrastruktur mitbenützen. Angesichts der katastrophalen Raumnot der Bundesverwaltung auf dem teuren Berner Pflaster und der rigorosen Büroraumbewirtschaftung, der auch die SLB unterworfen ist, gilt dieses Privileg als nicht mehr so selbstverständlich. VSB-Archiv und -Büroraum – beides gemeinsam mit der SLB genutzt – mussten denn auch wiederholt mit dem Hinweis auf gesamtstaatliche Interessen abdeckende Tätigkeit des Berufsverbandes energisch verteidigt werden. Trotz sich abzeichnender Platznot darf vorläufig von einer räumlichen Ausdehnung nicht einmal geträumt werden.

Willi Treichler

3. Mitgliederstand – Effectif des membres (1.6.1991)

	1990	1991
Ehrenmitglieder Membres d'honneur	2	2
Mitglieder auf Lebzeiten Membres à vie	148	154
Aktive Einzelmitglieder Membres actifs individuels	1107	1151
Kollektivmitglieder Membres collectifs	218	220

II. Berichte der Personalorganisation und der Arbeitsgemeinschaften – Rapports de l'Organisation du personnel et des communautés de travail

1. Personalorganisation – Organisation du personnel

Zentralkomitee
Im vergangenen Jahr hat sich das Zentralkomitee der Personalorganisation in fünf Sitzungen mit den folgenden Schwerpunkten auseinandergesetzt: Fragebogen Praktikantenlöhne, Fragebogen Spesenentschädigung für VSB-Arbeit, Vorarbeiten für eine neue Lohnumfrage, Beantwortung der IFLA-Umfrage T1 2 «Prestige of the profession». Ausserdem wurde ein Standardschreiben zur Begrüssung von Neumitgliedern in den Regionalgruppen geschaffen, die aktuellen Mitgliederlisten der Regionalgruppen sind noch in Überarbeitung. Daneben befasste sich die Personalorganisation mit den Gesamtverband betreffenden Themen wie Kaderkurs und Strukturreform, wo sie überdies Mitarbeiter in den speziellen Arbeitsgremien stellt.

Die Neukonzeption der VSB wird die bisherige Struktur der Einzelmitglieder in einem starken Masse verändern und auch verbessern. Die Personalorganisation sieht es als eine ihrer nächsten Hauptaufgaben, den Regionalgruppen und weiteren, noch zu schaffenden, Interessengruppierungen beim Aufbau der Organisation behilflich zu sein.
Zum Mitgliederbestand: Wegen beruflicher Überlastung musste leider Flavia Vitali ihre Arbeit im PO-Komitee niederlegen, an dieser Stelle sei ihr nochmals für ihre engagierte Mitwirkung herzlich gedankt. Wir freuen uns, dass Manuela Perucchi, ihre bisherige Stellvertreterin aus dem Tessin, bereit ist, in unserem Komitee mitzuarbeiten.

1.2 Regionalgruppen:

Basel/Nordschweiz: wegen beruflicher Überlastung keine Aktivitäten
Kontaktperson: Heinz Oehen

Bern:
Kontaktperson: Erna Waibel
Rückblickend auf den Veranstaltungskalender des Berichtsjahres 1990 lassen sich die Anlässe wie folgt zusammenfassen:

Januar
Besichtigung der Bibliothek des Konservatoriums, unter Führung der Konservatoriumsbibliothekarin. Vor dem grosszügigen Apéro überraschte die rund 100 Anwesenden das Bernische Klarinettenensemble mit einem Ausschnitt aus seinem «Répertoire».

Februar
Referat und Ausstellung (im neuen Foyer 63 der StUB) von Hobby-Eisenbahner und Computer-Freak Fritz Hochuli (StUB) über «Modelleisenbahnen: Vorbild und Modell».

März
Farbdia-Vortrag und Ausstellung von Volkskundler, Germanist und PR-Beauftragter Dr. Max Waibel (StUB) über die «Walser im Piemont und im Aostatal».

April
«Neuerungen auf der StUB»: Eine Mitarbeiterin und einige Mitarbeiter der StUB orientierten über EDV, PR, SIBIL, CD-ROM- und Online-Datenbanken.

Mai
Besuch der zentralen Patentschriftendokumentation (ZPS) im Bundesamt für geistiges Eigentum (BAGE). Vorgestellt wurden verschiedene Dienstleistungsbereiche, zum Beispiel: Internationale Patentklassifikation (IPC), Recherchiermöglichkeiten in der Patentschriftensammlung (mittels IPC).

Juni
Kulturausflug nach Münsingen, wo das Schlossgutareal, die Kirche mit «Chappeli und Örgeli» unter kundiger Führung des Hobby-Historikers Hans Gugger besichtigt wurde. Mit einem Abendessen im «Ochsen» beendigten die rund 20 Teilnehmer den Veranstaltungszyklus des Winterhalbjahres.

Oktober
Zum Auftakt des Winterhalbjahres beteiligten sich über 50 Interessentinnen und Interessenten an der Sonderführung durch die berühmte Ausstellung im Berner Kunstmuseum «Paul Klee: Das Schaffen im Todesjahr».

November
Besuch im «Eidgenössischen Amt für Messwesen» in Wabern bei Bern. Der Verantwortliche für PR und Dokumentation stellte das in der Öffentlichkeit wenig bekannte Amt vor.
Bei der Programmgestaltung wird in kultureller und bibliothekarischer Hinsicht auf eine Vielfalt der Themen geachtet, wobei auch versucht wird, geeignete Referenten aus dem Kreise der VSB-Mitglieder und Bibliotheksangestellten zu gewinnen.
Eine Vorschau des Veranstaltungskalenders wird jeweils im ARBIDO-B; Nr. 6 oder 7 sowie in der «STUBsnase» (3. Quartal) publiziert.

Genève:
Kontaktperson: Geneviève Nicoud
Le Comité de l'AGBD s'est engagé dans une profonde réflexion, qui était aussi une remise en question, une étude d'images et une analyse de motivation. La synthèse en a été un questionnaire envoyé à tous les membres de l'AGBD tentant de mieux cerner et appré-

hender les attentes, les besoins et les désirs de chacun.
Il faut signaler une autre action au crédit de notre Association: notre intervention dans le cœur de l'affaire des discothèques municipales. Deux axes à cette action: une lettre adressée au Conseil municipal de la Ville de Genève et un communiqué adressé aux principaux médias de la place. Communiqué relayé par la Suisse, le Journal de Genève et de très belle manière par le Courrier qui a publié intégralement notre communiqué de presse et a insisté lors de la réponse du Conseil administratif sur l'impact de notre Association.
Les bouleversements intervenus dans le domaine de notre profession, son évolution, le changement de programme, de dénomination et d'appellation du diplôme délivré par l'Ecole nous ont amené naturellement et inévitablement à entrer en matière et en réflexion. Notre association devrait-elle changer de nom et de logo? La question est posée.

Luzern/Zentralschweiz:
Kontaktperson: Paul Hess
Die Vernehmlassung zur Vorlage der Projektgruppe «Neue Strukturen der VSB» war Anlass, sich in Luzern zu treffen. Der Abend bot der Zentralbibliothek Gelegenheit, ihre elektronischen Auskunftsmittel den Kolleginnen und Kollegen der Region vorzustellen. Bei der anschliessenden Gesprächsrunde zur Strukturreform beteiligten sich 16 VSB-Mitglieder.

Neuchâtel/Fribourg/Jura et Berne francophone:
Kontaktperson: René Marti
Au cours de l'année écoulée le groupe régional a connu une activité fort réduite qui a laissé craindre sa dissolution pure et simple. Le 8 novembre 1990, 21 personnes se sont rendues à l'exposition du Musée d'ethnographie de Neuchâtel sur le thème inhabituel du «Trou».

St. Gallen/Ostschweiz:
Kontaktperson: Doris Ueberschlag
«Der karolingische Bucheinband». Vortrag von J. A. Szirmai, Oosterbeek im Mai 1990 auf Einladung der Stiftsbibliothek St. Gallen.
Vernehmlassung zum Thema «Die VSB unterwegs» im August 1990. «Bodley's Librarian in St. Gallen». Vortrag von David George Vaisey, Oxford im Oktober 1990 auf Einladung der HSG-Bibliothek St. Gallen.
Vernehmlassung zum «Fragebogen zu den neuen Strukturen der VSB» im April 1991.

Ticino:
Kontaktperson: Manuela Perucchi
Giornata di aggioramento professionale sulle tecniche di conservazione del libro e della carta moderna, Andrea Giovannini (3.5.1990). Conferenza pubblica dal tema «Archeologia del libro» (4.5.1990). Pubblicazione del n. 0 (giugno 1990) e del n. 1 (ottobre 1990) di Bibliobisbigli, bollettino del GRBSI. Presa di posizione del GRBSI sul «Disegno di legge sulle biblioteche» (dicembre 1990).
Kontaktperson: Manuela Perucchi

Vaud:
Kontaktperson: Guy Roland
Ponctuée par les réunions régulières du comité, l'année du GRBV a été marquée par la traditionnelle sortie récréative du début de l'été, cette fois-ci au CESSOUEST de Nyon et à sa bibliothèque, une construction à la fois superbe et fort critiquée de l'architecte Vincent Mangeat. En automne a eu lieu l'Assemblée générale annuelle, fort bien revêtue, car M. Jean-Frédéric Jauslin nous a fait l'honneur de sa présence.
L'évènement marquant a eu lieu à la fin de l'année: une discrète circulaire du Département vaudois de l'instruction publique apprenait aux bibliothécaires diplômés que leur titre était enfin reconnu dans leur dénomination de fonction. Plus d'«assistants de bibliothèque A» donc, mais des «bibliothécaires diplômés»! Nous avons fêté comme il se doit par un sympathique apéritif l'aboutissement de la plus ancienne revendication du GRBV.

Zürich:
Kontaktperson: Anna Schlosser
Anfangs des Jahres 1991 Übergabe der Leitung der Regionalgruppe Zürich von Monique Furegati an Anna Schlosser. (Wahlbestätigung, Neukonstituierung des Komitees,

Neustrukturierung der Regionalgruppe sind für 1991 vorgesehen.)
Besichtigung der Stadt- und Kantonsbibliothek Zug. Besichtigung der Ausstellung «Book of Kells» (Galerie Le Point, SKA Zürich).
Informations-/«Chlaus»-Abend als gemeinsame Veranstaltung VSB/SVD/DIBI mit Informationen zur Personalorganisation und Strukturreform VSB und zu den Zielen der verschiedenen Vereinigungen. Diskussionsabend zur Beantwortung des Fragebogens zur Strukturreform VSB (gemeinsam mit DIBI Regionalgruppe Zürich).
Doris Ueberschlag

1.3 DIBI/BIDI

Der Verein der Diplombibliothekare/innen hat – wohl zum letzten Mal unter dem Namen DIBI/BIDI – seine Generalversammlung Mitte November in Bern abgehalten. Der Vorstand wurde von der GV 90 wie folgt bestätigt:
Rita Burri (Bern), Lukas Handschin (Basel), Heinz Oehen (Basel, Sekretariat), Jean-Claude Rohner (Basel, Sekretariat), Erika Seeger (Schaffhausen), Revisorin: Kerstin Reiher (Zürich).
An der GV/VSB haben wir dem VSB-Vorstand mitgeteilt, dass wir es für besser halten, wenn der Status quo als provisorische Arbeitsgruppe der Personalorganisation (PeO) beibehalten wird.

Lohnumfrage
Eine besondere Aktion war die Lohnumfrage, die wir dieses Jahr durchgeführt haben. Diese Umfrage war trotz ihres kleinen Rahmens sehr arbeitsintensiv. Die Ergebnisse bestätigen unsere Vermutungen.

Regionalgruppen
Aarau: Stephan Rohrer, KB Aarau
Basel: Bruno Graf / Iris Neff / Andrea Weber Allg. Bibliotheken der GGG
Bern: Therese Bütikofer, Regionalbibliothek
St. Gallen: Daniela Homberger, Hochschulbibliothek
Zürich: Dieter Eichenberger, ZB Zürich
In der Westschweiz wird Sabine Wahrenberger die Kontaktstelle übernehmen.

Jean-Claude Rohner

2. Hochschulbibliotheken – Bibliothèques universitaires

In der Berichtsperiode trafen sich die Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft am 11. September 1990 und am 12. März 1991 im Sitzungszimmer der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern.
Im Vordergrund des Interesses standen die Strukturreform der VSB und damit eng zusammenhängend die Stellung und Aufgaben der Arbeitsgemeinschaft. Die Notwendigkeit der Existenz der Arbeitsgemeinschaft neben der KUB ist nach wie vor umstritten. Der Vorschlag, die Arbeitsgemeinschaft sollte sich vermehrt Fragen des Bibliotheksmanagements widmen, fand keine klare Mehrheit. Die Diskussion um die spezifischen Aufgaben der Arbeitsgemeinschaft hält weiter an.
Aufmerksam wurden die Verhandlungen einiger Erwerbungsleiter mit dem SBVV um höhere Rabatte verfolgt. Die Idee, eine Arbeitsgruppe für Sacherschliessung in der VSB zu bilden, wurde trotz einiger Bedenken grundsätzlich unterstützt.
Das für die Jahre 1991/92 neu gewählte Büro setzt sich wie folgt zusammen: E. Wiss, UB Basel (Präsident), H. P. Schwarz, ETHB Zürich (Sekretär), R. Mathys, ZB Zürich.

Edmund Wiss

3. Studien- und Bildungsbibliotheken – Bibliothèques d'études et de culture générale

Die Studien- und Bildungsbibliothekare luden auf den 10. Mai zu einer Informationstagung nach Olten ein. Das Thema lautete: Zeitungsverfilmung, Prinzipien und Erfahrungen. Als Referent konnte Dr. Klaus Schreiber aus Stuttgart gewonnen werden. Der Spezialist von der Württembergischen Landesbibliothek erklärte den Stand, die Prinzi-

pien und die Chancen der Zeitungsverfilmung. Danach folgte eine rege Diskussion. (Inzwischen ist der Vortrag publiziert worden.) Zu diesem ausgezeichneten Vortrag reisten Interessierte aus der ganzen Schweiz nach Olten.
Im August traf sich der Ausschuss «Weissbuch» zu einer Besprechung in Luzern. Dort wurden die Thesen Schritt für Schritt diskutiert. Danach, am 30. August, kamen die Studien- und Bildungsbibliothekare wieder in Olten zusammen, um im Plenum über die Thesen und den eben erschienenen Kommentar zu diskutieren. Das Ergebnis dieser Zusammenkunft wurde an der GV in Freiburg präsentiert. Die Arbeitsgemeinschaft der Studien- und Bildungsbibliotheken hat sich im Berichtsjahr mit den VSB-Statuten intensiv beschäftigt.
Eine weitere Tagung fand am 22. November in Bern statt. Besprochen wurde an dieser Arbeitstagung ein Konzept zur Zeitungsverfilmung. Die Arbeitsgemeinschaft möchte in kommender Zeit ein gesamtschweizerisches Projekt «Zeitungsverfilmung» realisieren. Die vorbereitenden Arbeiten dazu wurden aufgenommen. Ein weiterer Diskussionspunkt war der Stand der EDV in den Bibliotheken. Weiter orientierte die damalige Chefin des Gesamtkataloges, Frau Rita-Judith Kuhn in einem ausgezeichneten Referat über den GK. In der lebhaften Diskussion danach wurde klar, wie wichtig für die Studien- und Bildungsbibliotheken der GK ist und bleiben wird. An dieser Tagung wurde das Thema Ausbildung wieder einmal aufgegriffen. Die Diskussion darüber zeigte, dass sich die Arbeitsgemeinschaft nächstens mit diesem Thema intensiv beschäftigen sollte.

Christoph Rast

4. Allgemeine öffentliche Bibliotheken (SAB) – Bibliothèques suisses de lecture publique (CLP)

Nous arrivons au terme du premier exercice régi par les nouveaux statuts. Notre tâche principale était de mettre en place les nouvelles structures et de faire prendre conscience à nos membres et à nos partenaires de notre nouveau mode de fonctionnement.
Publications: Après la publication de «L'Informatique dans nos bibliothèques» une forte demande nous est parvenue de la part des petites biblio-thèques. Pour y répondre une étude de software approprié est en cours.
Les Normes pour les bibliothèques scolaires ont également paru en 1990.
Arbeitstechnik et J'organisme ma bibliothèque seront bientôt épuisés. Une nouvelle édition est en préparation pour ces deux publications.
La Conférence des Cantons 1990 a traité un sujet en relation avec l'année de l'alphabétisation. Nous avons réuni des personnalités engagé dans le secteur de l'encouragement à la lecture. Les contacts établis à Lenzbourg ont un impact certain sur notre travail.
Structures de l'ABS: Le Comité fédératif a voué le plus grand soin à l'étude des structures de notre organisation faîtière.

Marianne Laubscher

4.1 CLP romande

La CLP romande, qui répond aux besoins des petites bibliothèques et de leur personnel, ne répond pas encore suffisamment aux besoins des bibliothécaires des grandes bibliothèques et aux préoccupations des grandes bibliothèques de lecture publique. Sans renoncer à sa première mission: aider ceux qui n'ont rien d'autre, elle commence à développer un programme de perfectionnement et des journées de discussion entre représentants des bibliothèques moyennes et grandes. Cela ne l'a pas empêchée de travailler à la version française de J'organise ma bibliothèque III, d'organiser deux (!) cours de base I, de fignoler un projet de cours I et II en un seul cours, qui se déroulera dès 1992. La CLP a de l'avenir, elle compte toujours plus de membres!

Pierre-Yves Lador

4.2 CLP: Sezione della Svizzera italiana

L'attività della CLP, sezione della Svizzera italiana, durante il periodo dal 1.5.1990 al 30.4.1991, é stata caratterizzata dalla preparazione e realizzazione della manifestazione-mostra del libro «FRAMMENTI AMERICANI», tenutasi a Mendrisio, al Centro manifestazioni nuovo mercato coperto, dal 3 al 5 maggio 1991. Attraverso il libro, ma anche il viedo, i diaporami, la musica, il cinema e le conferenze, ci si é immersi alla scoperta della cultura e della letteratura statunitensi.
Per l'occasione é stato pubblicato il Quaderno n. 2 della CLP, un vero e proprio libro didattico, agile catalogo della mostra che raccoglie contributi e schede bio-bibliografiche sugli indiani, i neri, gli ebrei, le donne, la beat-generation e gli Anni ottanta, intitolato «Frammenti di letteratura americana» che fa seguito al Quaderno n. 1 intitolato «La semplice arte del delitto: due secoli di letteratura poliziesca» che fu pubblicato nel 1988 in occasione della mostra itinerante del libro sul giallo.
Il Quaderno n. 2 é ottenibile al prezzo di Fr. 22.– versando l'importo a: CLP, 6833 Vacallo c.c.p. 69-10205-8. Versando Fr. 25.– si ottengono tutti e due i quaderni.

Francesco Marvin

III. Kommissionen und Arbeitsgruppen – Commissions et groupes de travail

1. Prüfungskommission – Commission d'examens

Die Prüfungskommission kam im Berichtsjahr ausser zur ordentlichen Frühjahrs- und Herbstsitzung im Juni zu einer ausserordentlichen Sitzung zusammen.
Als 7. Mitglied der Suisse romande nahm Herr Guy Roland in der Kommission Einsitz.
Neben der Erledigung der üblichen Routinegeschäfte fasste die Kommission folgende Beschlüsse:
Das Sekretariat und das Rechnungswesen der Prüfungskommission bleiben beim Sekretariat des Vorstands, da sich dadurch Synergieeffekte ergeben.
Die Prüfungskommission nahm von der Konstitution der Ausbildungskommission Kenntnis, bedauerte aber, dass sie ins neue Gremium keinen Vertreter entsenden konnte.
Eine Delegation der Prüfungskommission und des Vorstands VSB führten Gespräche mit den Leitern des 3. Tessiner Kurses für Diplombibliothekare. Unter der Voraussetzung, dass noch einige Bedingungen erfüllt würden, äusserten die Vertreter der VSB die Bereitschaft, den 3. Tessiner Kurs anzuerkennen und den Absolventen erstmals das VSB-Diplom auszuhändigen (bisher haben schon zwei rein kantonale Ausbildungsgänge stattgefunden). Sollte sich die Kooperation bewähren, so erhalten auch allfällige spätere Tessiner Kurse die Anerkennung. Offen ist noch, ob sich das Tessin dann als selbständige Ausbildungsregion etabliert oder sich mit der Suisse romande zusammenschliesst.
Die neue Zusammenarbeit der VSB und der Tessiner Kursorganisation verlief im Verlaufe des Jahres zur Zufriedenheit von beiden Seiten, und die von der VSB gewünschten Präzisierungen konnten praktisch vollständig erbracht werden.
Mitglieder der Vereinigung Schweizerischer Archivare sollten die Möglichkeit haben, Kursteile der VSB-Diplombibliothekarenausbildung zu besuchen. Da die Kurse in Zürich und in der Suisse romande aber fast immer ausgebucht sind, wird dies nur im Berner Kurs möglich sein.
Folgende Änderungen für die Prüfungen ab 1992 wurden beschlossen (s. die ausführlichen Erläuterungen in ARBIDO-B, 5, 1990/7):

1. Es werden Kenntnisse über elektronische Bibliografien (CD-ROM und Datenbanken) im mündlichen Prüfungsteil «Bibliografie» erwartet.
2. Die schriftliche Prüfung im Fach «Formalkatalogisierung» erfolgt nicht mehr anhand von 14 konkreten Werken. Sie umfasst künftig drei Elemente:

- bibliografische Beschreibungen
- Bestimmung von Voraussetzungen
- Beantwortung einer Frage aus der Katalogtheorie.

Die Mehrheit der Ausbildungsbibliotheken begrüsste die Neuerungen der Prüfung im Fach «Formalkatalogisierung» und sah in ihr einen angemessenen Schritt zur neuen Realität in der Katalogisierung, wo die Arbeit im Verbund und die Fremddatenübernahme ein zunehmendes Gewicht erhalten. Eine Minderheit der Bibliotheken – vor allem von allgemeinen öffentlichen in der Deutschschweiz, die mit der «Arbeitstechnik» (AT) arbeiten – äusserten Bedenken zu den Änderungen.
Diese sind aber allein schon bedingt durch die wachsende Zahl von EDV-Systemen, auf denen die Prüfungen in der Katalogisierung abgelegt werden. Die Dezentralisierung hat damit ein Ausmass erreicht, das für die Prüfungskommission fast nicht mehr zu bewältigen ist.
Vereinzelt wurde von Ausbildungsbibliotheken die Meinung geäussert, die Prüfungskommission müsste für Neuerungen vorgängig das Einverständnis der Ausbildungsbibliotheken einholen. Die Prüfungskommission setzt sich jedoch aus 21 Vertretern aus allen Regionen und Bibliothekstypen zusammen, so dass sie als repräsentativ gelten kann.
(Eine Vernehmlassung für Änderungen ist denn auch in keinem Reglement vorgesehen; dennoch erklären sich Vertreter der Prüfungskommission mehrmals bereit, Anregungen aus dem Kreis der allgemeinen öffentlichen Bibliotheken für den wünschbaren Ersatz des Fachs «Leihverkehr» entgegenzunehmen. Leider traf bis zur Maisitzung 1991 kein einziger Vorschlag ein.)
Im Auftrag des VSB-Vorstandes wurden «Mindestanforderungen für ausbildende Bibliotheken» verfasst (s. ebenfalls ARBIDO-B 5, 1990/7). – Künftig soll eine Bibliothek, die erstmals Volontäre/innen ausbilden will, einen Antrag an die Prüfungskommission stellen, die durch eine kleine Delegation prüft, ob die Voraussetzungen erfüllt sind.
Ähnlich wie der Vorstand will auch die Prüfungskommission künftig über ihre Sitzungen im ARBIDO-B kurz Bericht erstatten.

Robert Barth

2. Berner Bibliothekarenkurse

Der berufsbegleitend aufgebaute Kurs dient zur Vorbereitung auf die Diplomprüfung der VSB für Bibliothekare des mittleren Dienstes. Er dauert jeweils gut 14 Monate, von Januar bis März des folgenden Jahres. Der Jahresbericht umfasst deshalb die Berichtsperiode Januar 1990 bis März 1991.

Teilnehmer:
Gesamtkurs: 14, davon 3 Angestellte
Hörer: 1 Teilnehmerin belegte Einzelfächer
Lektionenzahl: 390 Unterrichtslektionen, dazu 4 ganztägige Exkursionen

In der Berichtsperiode stimmen Lektionenzahl und Kursinhalte der Berner Bibliothekarenkurse erstmals mit dem VSB-Stoffprogramm überein. Für die TeilnehmerInnen des Kurses 1989 wurden noch einmal Repetitionskurse angeboten. Diese können dank der Erweiterung des Kurses in Zukunft wegfallen.
Die Erhöhung der Stundenzahl und eine Anpassung der Dozentenhonorare machten eine Kursgelderhöhung unumgänglich. Wegen der unerwartet kleinen Teilnehmerzahl weist die Jahresrechnung 1990 trotz der vom Kanton Bern gewährten Subvention von Fr. 20 000.– einen Ausgabenüberschuss von Fr. 11 015.10 aus. Die Erziehungsdirektion des Kantons Bern entsprach grosszügigerweise einem zusätzlichen Gesuch um Defizitdekkung in der Höhe von Fr. 10 000.–, so dass der Verlust verkraftbar ist.
Der Kurs 1991 wurde erstmals mit dem Hinweis ausgeschrieben, dass auch Archivare und Dokumentalisten als Hörer zugelassen werden können.

Ursula Surer

3. Cours romands

Les cours ABS de Suisse romande ont pour but d'organiser des cours de formation professionnelle à l'attention des stagiaires-bibliothécaires et des employés qui se présen-

teront à l'examen final pour l'obtention du diplôme de bibliothécaire ABS.
Le Conseil de direction – organe exécutif des cours romands – s'est réuni à cinq reprises durant la période avril 1990 – avril 1991 et, dans les grandes lignes, a pris les décisions suivantes:
- Etablissement d'un contrat pour les enseignants
- Extension du programme de formation à quinze mois
- Augmentation du nombre de branches (+7)
- Nomination de nouveaux enseignants:
  - Cours communication, Mme Manuela Oswald Bianchetti, 6 h.
  - Droit, M. Philippe Haymoz, 6 h.
  - Epistémologie, M. Pierre Boskovitz, 12 h.
  - Handicap, lecture et bibliothèque, Mme Rosemarie Fournier, 2 h.
  - Micro-ordinateurs et nouvelles technologies, P. Boskovitz, 6 h.
  - Psychologie et sociologie des lecteurs, Mme Isabelle Ruepp, 12 h.
  - Secrétariat, Ecole Jeuncomm Lausanne, 16 h.

Quelques autres cours ont été remanié, soit dans leur nombre d'heures, soit ont changé d'enseignant.
Enfin, une ébauche de collaboration a été trouvée avec l'E.S.I.D. (anciennement EBG) avec la mise à disposition de l'ABS d'une salle de cours. Une autre collaboration a vu le jour cette année avec le Groupe romand de documentation de l'ASD qui organise pour l'ABS le cours Bibliographie automatisée.
Nos projets sont de deux ordres, organisation et financement.
Toujours plus de demandes de places de stage pour des classes qui contiennent déjà 25 élèves. Il y a toujours plus de bibliothèques qui deviennent formatrices et nous devrons bientôt former plus de 30 personnes/an. De gros problèmes donc au niveau organisationnel qui nous obligeront peut-être à faire deux classes par année. Au niveau des subventions, nos cours toujours plus chers du fait de nos ambitions (augmentation du nombre d'heures) – Fr. 3000.– en 1991–92 – nous contraignent à obtenir dans les plus brefs délais des subventions de la part des Départements de l'instruction publique des cantons romands. Pour ce faire, la première étape à franchir est de rendre obligatoire la participation à nos cours dans le cycle de formation de l'ABS. Un problème fondamental qui n'est malheureusement pas du seul ressort du Conseil de direction, mais aussi de la Commission d'examen et de l'Assemblée générale. A suivre donc...

Laurent Voisard

4. Zürcher Bibliothekarenkurse

Kurs für wissenschaftliche Bibliothekare
Der Kurs dauerte vom 30. Oktober 1989 bis zum 6. Dezember 1990 und umfasste 370 Lektionen (Kurs 1987/88: 354 Lektionen). In Ergänzung des offiziellen Programms fanden zwei Studienreisen mit Besichtigung der Universitätsbibliotheken in Freiburg i. Br. und Konstanz statt. Die Abschlussprüfung des Kurses ist für Juni 1991 vorgesehen. Weitere Einzelheiten zum Kurs enthält der Jahresbericht 1989.
Die Aufsichtskommission der Kurse für wissenschaftliche Bibliothekare VSB hielt am 7. Dezember eine Sitzung ab.

Kurs für Diplombibliothekare
Der Kurs umfasste 416 Lektionen (Vorjahr 408), entsprechend 57 Kurstagen, eingeschlossen 40 Lektionen für Besichtigungen. 19 Teilnehmer, davon 14 aus allgemeinen wissenschaftlichen Bibliotheken, 2 aus allgemeinen öffentlichen Bibliotheken und 3 aus Spezialbibliotheken besuchten den Kurs. 16 Teilnehmer waren Volontäre, und 16 Teilnehmer hatten einen Maturaabschluss. Die Unterrichtsfächer Datenbankabfrage sowie Benutzer und Bibliothek wurden von 8 auf 12, bzw. von 4 auf 8 Lektionen erhöht.

Kurs für nebenamtliche Gemeinde- und Schulbibliothekare
Der Kurs umfasste wie im Vorjahr 192 Lektionen, eingeschlossen 5 Besichtigungen. Er fand im Pfarreizentrum Liebfrauen, Zürich ein neues Kurslokal. Von 68 Interessenten konnten 35 für den Kurs berücksichtigt wer-

den, wovon eine Teilnehmerin den Kurs vorzeitig beendete. Das Fächerangebot blieb gegenüber dem Vorjahr unverändert.
33 Kursteilnehmer meldeten sich zur Prüfung an; 28 haben sie bestanden. Eine Teilnehmerin trat nicht zur Prüfung an.

Kurs für Bibliotheksassistenten der Universität
Der Kurs umfasste 48 Lektionen (Vorjahr 46), eingeschlossen fakultative Betriebsbesichtigungen der Zentralbibliothek und erstmals auch der Bibliothek des Pädagogischen Instituts. 25 Assistenten und Bibliotheksmitarbeiter besuchten den Kurs, davon ein Assistent von der Universität Bern. Die Kursbewertung ergab, dass sich bei 60% der Teilnehmer die Erwartungen in den Kurs erfüllt haben.

Rainer Diederichs

5. Ausbildungskommission – Commission de formation

Constituée en mars 1990 sur mandat du comité de l'ABS, la Commission de formation s'est essentiellement attachée à analyser les modalités et les procédures de travail qui visent à identifier les structures de formation adéquates qui permettent de définir et de planifier la réalisation d'un nouveau concept de formation professionnelle des bibliothécaires en Suisse. Conformément à un calendrier, la Commission de formation conduit ses travaux selon trois axes:
- Fixation de la politique de formation des bibliothécaires en tenant compte des types et des niveaux de formation existants en adéquation avec les besoins.
- Etablissement d'un programme de cours pour la formation supérieure des bibliothécaires-cadres.
- Amélioration de la coordination des cours régionaux.

La Commission s'est acquittée d'un certain nombre d'actions:
- Rédaction d'un rapport circonstancié au Comité de l'ABS sur les orientations de ses travaux.
- Création d'une Commission de coordination des cours régionaux.
- Instauration d'un groupe de travail pour la réalisation d'un programme pour les bibliothécaires-cadres.
- Etablissement d'un tableau synoptique sur la situation de la formation bibliothéconomique en Suisse.
- Prise de contacts avec les autorités cantonales en matière d'éducation.

Partisanne d'une réforme en profondeur, la Commission étudie actuellement les modalités pour y parvenir. Il n'est pas vain de rappeler que toutes les innovations en matière de formation ou d'enseignement impliquent un certain nombre de consultations et de procédures qui représentent des étapes incontournables.
Les solutions adaptées à l'hétérogénéité des problèmes actuels de formation doivent être trouvées en collaboration avec les spécialistes du monde de l'éducation et de la formation et avec les autorités fédérales et cantonales compétentes.
Le processus est indéniablement engagé.

Jacques-André Humair

6. Fortbildungskommission – Commission de perfectionnement professionnel

Im Berichtszeitraum wurden drei deutschsprachige Fortbildungsveranstaltungen erstmals angeboten, eine französischsprachige Veranstaltung wurde wiederholt.
Erstmals durchgeführt wurde der eintägige Kurs «CD-ROM in Bibliotheken». Er fand am 16. Mai 1990 in der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern statt, wurde am 13. Juni wiederholt und gesamthaft von 60 Kolleginnen und Kollegen besucht. Eine Durchführung des Kurses auf französisch ist in Vorbereitung.
Der in Zusammenarbeit mit der Schweizerischen Vereinigung der Musiksammlungen / Landesgruppe Schweiz der Association Internationale des Bibliothèques Musicales (AIBM) durchgeführte Kurs «Musik in Bibliotheken» bestand aus zwei Teilen. Am ersten, den Tonträgern gewidmeten Teil, der am 12.

und 19. November 1990 in Zürich und Solothurn stattfand, nahmen 18 Personen teil. Der den Notendrucken gewidmete zweite Teil wurde am 4. und 11. März 1991 in Zürich durchgeführt und von acht Personen besucht. Am Kurs «Online-Ordering», der am 21. und 22. März 1991 in der Hauptbibliothek Irchel der Universität Zürich durchgeführt wurde, nahmen 46 Kolleginnen und Kollegen teil.
Der Kurs «La microinformatique dans les bibliothèques» wurde am 11., 18. und 19. März in Lausanne, an der Bibliothèque Cantonale et Universitaire von Dorigny, bereits zum vierten Mal angeboten. 27 Kolleginnen/Kollegen nahmen daran teil.
Für die Jahresversammlung von Freiburg organisierte und betreute die Kommission zwei «Workshops»: jenen von Albrecht Fischer, Reutlingen, Deutschland, über «Nutzung von bibliographischen Datenbanken in allgemeinen öffentlichen Bibliotheken» und jenen von Dr. H. Köstler, Zürich, über «Koordination in der Literaturversorgung» (Schwerpunktsammlungen).
Die Kommission beschäftigte sich im übrigen intensiv mit der Organisation der Studienreise nach Berlin, die im September 1991 durchgeführt wird, und mit dem Fortbildungsteil der Jahresversammlung 1991 in Brunnen, der unter dem Titel «Welche Bibliotheken für die Schweiz von morgen? Erwartungen von Bibliothekaren, Politikern und Benutzern» stehen soll.
Bei Ihrer Planung stützt sich die Kommission auf die Umfrage, die sie 1989 durchgeführt hatte und deren Resultate, zusammen mit einer Liste der seit 1980 durchgeführten Fortbildungsveranstaltungen, in Nummer 8 von ARBIDO-B 5 (1990) veröffentlicht wurden.
Zwei Mitglieder der Kommission wirken in der gemischten Arbeitsgruppe mit, die unter Federführung der Ausbildungskommission das Stoffprogramm für den Kaderkurs für Diplombibliothekare erarbeitet.
Die Kommission hielt im Berichtszeitraum fünf Sitzungen ab. Als neues Mitglied vertritt seit September 1990 Kerstin Reiher, Zürich, die Vereinigung der Diplombibliothekare.

René Specht

7. Kommission für Öffentlichkeitsarbeit – Commission de relation publique

Die Kommission für Öffentlichkeitsarbeit trat erstmals am 10. Januar 1991 zusammen. Schwerpunkte legte sie auf die Neugestaltung des Faltprospektes VSB-Mitgliederwerbung und das Logo VSB. Der Faltprospekt wird im Oktober zur Jahresversammlung in Brunnen 10.–11. Oktober vorliegen. Zu den Diskussionen betreffend das Logo wurde zu zwei Sitzungen der Grafiker Beat Schenk, Bern, beigezogen, der bereits das Logo und Leitsystem der Stadt- und Universitätsbibliothek Bern schuf. Herr Schenk fertigte für die Kommission Logo-Entwürfe an und erstellte auch einen Massnahmekatalog betreffend dessen Anwendung.

Max Waibel

8. Kommission für Alphabetische Katalogisierung – Commission de catalogage alphabétique

Die Kommission hat ihre Arbeiten an den VSB-Katalogisierungsregeln im Berichtsjahr 1990/91 intensiv weitergeführt.
Folgende Faszikel sind im Berichtsjahr endgültig fertiggestellt worden:
A : Allgemeines, Einleitung, Bibliographie; BF : ISBD(A); E : Einreihungsregeln; F : Spezifische Regeln für Non-Books (Eintragungen); X : Beispielsammlung; Y : Anhänge zu Faszikel D.
Mit Ausnahme des Faszikels Z, der zurzeit als Diplomarbeit in Ausarbeitung ist, sind alle anderen Faszikel in beiden Sprachen fertiggestellt. Auch die zweiten Druckfahnen sind fertig gelesen, mit Ausnahme von Faszikel BF (französisch), dessen zweiter Abzug noch korrigiert werden muss. Die Druckarbeiten werden im Laufe des Monats August 1991 ausgeführt, und die Auslieferung kann voraussichtlich im September 1991 erfolgen. Die Auslieferung von Faszikel Z (Gesamtregister) wird erst im Frühjahr 1992 erfolgen.
Vier früher erschienene Faszikel werden gleichzeitig nachgedruckt, so dass ab diesem Herbst sämtliche Faszikel der VSB-Kata-

logisierungsregeln erhältlich sein werden. Die Preise für die einzelnen Faszikeln mussten auch neu festgelegt werden. Neben einem angemessenen Teuerungsaufschlag, der für alle Abnehmer der VSB-Regeln gelten wird, mussten die Preise für Nichtmitglieder der VSB zusätzlich um zirka 30% erhöht werden, nachdem die Generalversammlung der VSB sich im Herbst 1990 dafür entschied, dass Publikationen der VSB kommerzialisiert werden müssen.

Miklós Luif

9. Radaktionskommission ARBIDO – Commission de rédaction ARBIDO

1. Sitzungen

Sitzungen wurden abgehalten am 9. März und am 15. November 1990. Die Sitzung im Juni konnte wegen Krankheit des Präsidenten nicht stattfinden. Besprochen wurden die Planung für die beiden Serien Bulletin und Revue; ausführlich vorbereitet wurde vom Chefredaktor der Revue das ARBIDO-Spécial über Restauration und Konservierung, das im Frühjahr 1991 erscheinen soll. Die zum grossen Bedauern des Kollegiums zurücktretenden Dr. Wyss als Chefredaktor des Bulletin und Herr Fasnacht als Kassier konnten glücklicherweise schon Ende des Berichtsjahrs ersetzt werden durch Frau Staudenmann.

2. Finanzen

Die finanzielle Entwicklung von ARBIDO ist weiterhin geprägt von stetig wachsenden Ausgaben, aber auch von noch stärker wachsenden Einnahmen, die in erster Linie auf Inserate zurückzuführen sind. In der Bilanz ergeben sich aus den Überschüssen der letzten Jahre über 30 000 Franken. Dieses finanzielle Polster wird es erlauben, auch 1991 eine ausgeglichene Rechnung zu präsentieren sowie das ARBIDO-Spécial über Restauration und Konservierung mitzufinanzieren.

3. Erscheinungsbild der Zeitschrift

Im Berichtsjahr konnte die Aufmachung des Bulletin weiter verbessert werden; ebenso erfuhren die französischen Texte eine sorgfältigere Behandlung. Sowohl Bulletin als auch Revue konnten jeweils pünktlich erscheinen.

Fritz Lendenmann

10. Non-books-Kommission – Commission non-books

Im vergangenen Jahr hat die Non-books-Kommission eine ruhige Phase erlebt, welche einer Neuüberdenkung ihrer Ziele und Möglichkeiten diente. An ihrer letzten Sitzung hat Marianne Tschäppät ihren Austritt als Präsidentin der Kommission mitgeteilt. Frau Tschäppät hat wichtige Impulse in die Arbeit hineingebracht und sich insbesondere mit grossem Verdienst um die Öffentlichkeitsarbeit bemüht, indem sie in ihrer Amtsperiode zwei wichtige Anlässe organisiert hat: Die SAB/CLP-Tagung 1988 in Basel mit dem Thema «Non-books in der Bibliothek» sowie die Durchführung der Fachtagung an der Jahresversammlung der VSB 1989 in Lugano. An dieser Stelle soll ihr für ihren Einsatz nochmals herzlich gedankt werden! Die Nachfolge im Amt der Präsidentin hat Monique Villars, Stadtbibliothek Biel, übernommen. Weiterhin ein wichtiges Anliegen ist die Aus- und Weiterbildung. Die Fortbildungskommission der VSB hat zusammen mit der Schweizerischen Vereinigung der Musiksammlungen / Landesgruppe Schweiz der Association Internationale des Bibliothèques Musicales (AIBM) einen Fortbildungskurs zum Thema «Musik in Bibliotheken» veranstaltet. Am 1. Teil, zum Thema Tonträger, hat das Kommissionsmitglied Madeleine Elmer von der Zentralbibliothek Solothurn aktiv mitgewirkt. Wir danken ihr hier für die geleistete Arbeit, die einem grösseren Publikum wichtige Hilfeleistungen für den Umgang mit Non-books im bibliothekarischen Alltag gebracht hat.

An der nächsten Sitzung sollen, einmal mehr, Zukunftsperspektiven diskutiert werden. Geplant sind vermehrte Öffentlichkeitsarbeit, Informationen an ein grösseres Publikum durch die Fachorgane ARBIDO und SAB-Info sowie direkte Kontakte mit Ratsuchen-

den, die mit Non-books arbeiten. Auf diese Sitzung wurde in ARBIDO 2/1991 aufmerksam gemacht. Wir erhoffen uns neue Impulse durch die Teilnahme interessierter Bibliothekare/-innen und Mediothekare/-innen.

Monique Villars

11. Commission pour le droit d'auteur – Urheberrechtskommission

Après plusieurs années de carence, l'ABS comblait un vide institutionnel en remettant sur pied – au printemps dernier – la Commission pour le droit d'auteur (CODA).
Dans un tout premier temps, la CODA eut à examiner le contrat-type en matière de reprographies que PROLITTERIS soumettait pour signature à quelques uns des membres de l'ABS. Totalement dépourvu de pertinence, ce document ne méritait d'autre sort qu'un retour à son expéditeur; nous avons toutefois saisi l'occasion de cet échange pour proposer à PROLITTERIS d'ouvrir un dialogue avec notre association. Cette société n'a toutefois pas daigné répondre à notre invitation.
En outre, la CODA a suivi avec une attention toute particulière la procédure de révision de la Loi fédérale sur le droit d'auteur, procédure qui arrive cette année dans ce qui devrait être sa phase finale et conclusive tant attendue! L'aboutissement de cette révision s'annonçait d'ailleurs sous les meilleurs auspices, car elle était fondée sur un texte équilibré, suffisamment respectueux des intérêts des utilisateurs.
Hélas, en mars dernier, le Conseil des Etats modifiait sensiblement le projet qui lui était proposé, en y insérant, notamment, une disposition inacceptable pour l'ABS, celle d'une rémunération pour les prêts d'ouvrages par les bibliothèques. La CODA s'est immédiatement mise à disposition du Comité: dans un premier temps, elle lui a proposé et soumis le texte d'une prise de position, diffusée ensuite comme communiqué de presse. Parallèlement – et toujours en liaison avec le Comité – les membres de la CODA ont pris contact avec différentes institutions et associations susceptibles d'appuyer notre point de vue: par une information circonstanciée et largement diffusée, nous essayons d'inviter le Parlement à revenir sur sa décision d'introduire une telle redevance.
C'est donc avec une très grande attention que la CODA suit l'évolution de la situation: elle ne manquera pas de proposer et de s'associer activement à toutes les mesures et démarches qui pourraient s'avérer utiles afin de sauvegarder les droits légitimes des bibliothèques et de leurs utilisateurs.

Gabriel Frossard

12. ASCM/AIBM-Landesgruppe Schweiz – Groupe national suisse

Die Neustrukturierung der Landesgruppe Schweiz der AIBM (Association Internationale des Bibliothèques Musicales) im Rahmen der neugegründeten ASCM (Association Suisse des Collections Musicales) wurde vom Vorstand und Direktorium der internationalen AIBM an ihrer Jahrestagung im Juli 1990 in Boulogne-Billancourt positiv, ja mit grossem Verständnis für die spezifisch schweizerische Situation aufgenommen.
Im Vorstand der ASCM, die dem Informationsaustausch aller musikbezogenen Sammlungen, das heisst nicht nur der Bibliotheken, sondern auch der Sammlung von Tonträgern, Filmen, Musikinstrumenten und ikonographischen Dokumenten dient, werden die Interessen der AIBM-Landesgruppe Schweiz, der IASA (Internationale Vereinigung der Schallarchive) und des CIMCIM (Internationale Vereinigung der Musikmuseen) durch mindestens ein Mitglied vertreten.
Im November 1990 und März 1991 fand der zweiteilige Fortbildungskurs «Musik in Bibliotheken» statt, der von der Fortbildungskommission der VSB gemeinsam mit der ASCM/AIBM-Landesgruppe Schweiz organisiert und durchgeführt wurde. Zu Details über diese, den Tonträgern und Musikdrukken gewidmeten Veranstaltung, sei auf den in ARBIDO-B 6 (1991) Nr. 3 (S. 19) veröffentlichten Tagungsbericht von Regula Puskás verwiesen.

Im Berichtsjahr sandte die schweizerische Beauftragte des RISM (Répertoire international des sources musicales), Gabriella Hanke, an 222 Bibliotheken einen Fragebogen zu Musikhandschriften und -drucken des 19. und 20. Jahrhunderts. Die Auswertung dieser Umfrage sollte als Grundlage für eine Neuorganisation der schweizerischen RISM-Stelle dienen, die seit einiger Zeit aus finanziellen Gründen ausserstand ist, die vorgesehene Erfassung der Musikhandschriften des 19. Jahrhunderts in Schweizer Bibliotheken auf wirksame Weise fortzusetzen. Da keine Verbesserung der finanziellen Lage in Aussicht steht, scheint zur Durchführung dieses umfangreichen Projektes eine Zusammenarbeit zwischen der RISM-Beauftragten und den grösseren Bibliotheken unerlässlich. Dabei wäre als erstes abzuklären, ob und inwieweit das von der Zentralredaktion des RISM in Frankfurt entwickelte PC-Katalogisierungsprogramm für Musikhandschriften von den Bibliotheken für ihre eigenen Belange angewendet werden könnte, wodurch zugleich eine für das RISM sinnvolle Vorarbeit geleistet würde. An der Jahresversammlung der ASCM/AIBM-Landesgruppe Schweiz im Mai 1991 wurde dieses eindrucksvolle PC-Programm von Mitarbeitern der Frankfurter Zentralredaktion des RISM vorgestellt; die danach folgende Diskussion über die Möglichkeiten der Anwendung dieses Programmes in Bibliotheken und einer daraus erstehenden Zusammenarbeit mit dem RISM warf einige Probleme auf, die insbesondere die hohen Ansprüche betrafen, die das RISM an die Katalogisierung von Musikhandschriften stellt, und denen wohl kaum eine Bibliothek ohne fremde Hilfe nachkommen könnte.
Die Ergebnisse der im April–Juni 1990 durchgeführten Umfrage zur Situation der Musikkatalogisierung in Schweizer Bibliotheken, die Mireille Geering in einem Bericht für die internationale Jahrestagung der AIBM in Boulogne-Billancourt (Juli 1990) zusammengetragen hatte, sind in den «Fontes artis musicae» 38(1991)1 u.d.T. «Le catalogage de la musique en Suisse» erschienen.

Mireille Geering

13. Arbeitsgruppe Handschriftenbibliothekare – Groupe de travail des conservateurs de manuscrits

Unsere seit 1973 bestehende, 16köpfige Interessengemeinschaft hielt ihre Jahreszusammenkunft am 11. April in der Zentralbibliothek Solothurn ab. Zuerst wurde über Unternehmungen rapportiert, sodann das Schweiz. Literaturarchiv vorgestellt.

1. Beschreibung mittelalterlicher Handschriften (M. Steinmann, R. Specht)
Für die Handschriften der Ministerialbibliothek Schaffhausen, mit deren Katalogisierung das Projekt eröffnet wurde, liegen gute, der Halbzeit entsprechende Ergebnisse vor. Zu schaffen machen gegenwärtig vor allem Personalprobleme. Als mögliche nächste Teilprojekte werden die Bestände der Stadtbibliothek Schaffhausen und der Vadiana St. Gallen ins Auge gefasst. Vermutlich wird dannzumal auch die Finanzierung neu zu regeln sein.

2. Manuscrits datés (M. Stähli)
Die seit 1972 laufende Editionsarbeit, bei der zuletzt grosse Schwierigkeiten zu überwinden waren, steht vor dem Abschluss. Während der erste Band 1977 und der zweite 1983 erschienen, benötigte der dritte und letzte acht Jahre, ist aber auch um einiges umfangreicher als jene; er wird noch 1991 veröffentlicht werden.

3. Repertorium und Kodikologisches Bulletin (J.-P. Bodmer)
Mit der von Frau lic phil. Gaby Knoch-Mund redigierten Neuauflage des «Repertoriums der handschriftlichen Nachlässe in den Bibliotheken und Archiven der Schweiz» ist 1992 zu rechnen. Das entsprechende EDV-Projekt wurde am Genfer Salon des livres vorgestellt. Das Schweiz. Literaturarchiv wird es nach dem Abschluss des Grundbandes weiter betreuen. – Das Kodikologische Bulletin erlebt seine 32. Auflage und wird von Herrn Bodmer dankenswerterweise auch weiterhin herausgegeben.

4. Groupe de travail romand sur les matériaux de conservation (D. Mincio-Wastiel)
Bezweckt wird, geeignete unschädliche Archiviermaterialien dank Vereinheitlichung möglichst kostengünstig zu beschaffen. 1990 wurde eine, auf die deutsche Schweiz ausgedehnte, Bedarfsumfrage veranstaltet. An ihrer nächsten Zusammenkunft legt die Gruppe die Ergebnisse vor. Kontakte zur Berner Arbeitsgemeinschaft für Papierrestaurierung erschienen wünschenswert.

5. Das Schweizerische Literaturarchiv (T. Feitknecht, M. Michaud)
Der Leiter, Dr. Thomas Feitknecht, nahm sich schätzenswerterweise Zeit, die Erwerbungspolitik dieser neuen, aber die Handschriftenabteilung der SLB im wesentlichen mitumfassenden Institution zu erläutern. Da das Hauptsammelspektrum, literarische Nachlässe ab Zweitem Weltkrieg, auch eine traditionelle Domäne kantonaler und kommunaler Bibliotheken ist, werden sich gelegentliche Ausmarchungen auf die Dauer kaum vermeiden lassen. Doch soll das SLA im Geiste freundeidgenössischer Zusammenarbeit aufgebaut und geführt werden. Folgendes sind die EDV-Projekte: die Bibliographie der deutschsprachigen Schweizer Literatur (und eine entsprechende für die Lettres Romandes), die Weiterführung des schweizerischen Nachlassregisters, und schliesslich die Bestandeserfassung (noch 1991 dürfte der Entscheid über das hiefür zu wählende System fallen).

Beat Glaus

14. Groupe de travail des bibliothécaires suisses de droit – Arbeitsgruppe Rechtsbibliothekare

Le 30 août 1990, le Groupe de travail s'est réuni à Fribourg pour réorganiser la collaboration de ses membres à la réalisation de la Bibliographie du droit suisse.
L'Assemblée annuelle du Groupe de travail s'est déroulée à Neuchâtel les 19 et 20 avril 1991. Mme Mathys et M. Pop, co-présidents, ont organisé cette rencontre 1991.
Plusieurs points ont été développés durant ces deux jours, à commencer par les solutions composées DOBIS/LIBIS (installé depuis peu à Fribourg) et GEAC/SIBIL (déjà en fonction à Neuchâtel). Les systèmes nous ont été présentés respectivement par M. Buntschu (BCU Fribourg) et M. Tallon (BPU Neuchâtel). Grâce à l'amabilité de M. Rychner, directeur de la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel, le groupe de travail a pu bénéficier d'une visite commentée de la Salle Jean-Jacques Rousseau, qui apporta une touche culturelle appréciée par tous. Simultanément, une démonstration de la solution composée GEAC/SIBIL a été proposée aux participants.
Des problèmes du prêt interbibliothèque ont été abordés. M. G. Frossard a soumis un dossier, sorte de «modus vivendi», pour les usagers des bibliothèques juridiques suisses. Il sera envoyé aux responsables du prêt interbibliothèque de l'ABS.
Le samedi matin a été réservé à deux thèmes:
I. La nouvelle loi sur le droit d'auteur
II. Edition sur microfiches
I. M. Chr. Flück en allemand et M. G. Frossard en français, ont expliqué la situation actuelle de la révision de la loi fédérale sur le droit d'auteur.
A l'unanimité, le Groupe a accepté le communiqué de presse de l'ABS et chacun, selon ses possibilités, luttera contre le projet actuel.
II. Le thème des éditions sur microfiches a été présenté par M. Chr. Flück. De nombreuses questions ont été soulevées: peut-on remplacer des livres par des microfiches (MF) pour gagner de la place? quelle est la durée de vie des MF? comment les gère-t-on: utilisation, prêt, remise en place, révision? est-ce que les MF sont un moyen de travail pour les chercheurs? etc.
Après une vive discussion, les membres présents du Groupe de travail (à l'exception des représentants de l'Institut suisse de droit comparé) ont pris la résolution suivante:
I. L'échange de livre contre les microfiches, pour gagner de la place, devrait être la toute dernière solution de secours à prendre, au moment seulement ou aucune autre solution n'est possible.

II. Dans le sens de l'idée «Bibliothèque suisse», il est à envisager de conserver, dans sa forme originale (de livre), un exemplaire au moins de tout ouvrage se trouvant en Suisse.
Mme M. Mathys a été remplacée par Mme S. von Adrian au poste de président du Groupe de travail, qu'elle partagera avec M. T. Pop.
La prochaine Assemblée annuelle se déroulera à Zurich, les 24 et 25 avril 1992.

Marianne Mathys et Tudor Pop

15. Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare – Groupe de travail pour le catalogage des cartes topographiques

Die Arbeitsgruppe Kartenbibliothekare trat zu zwei Arbeitssitzungen zusammen. Die Sitzung vom 19. November 1990, an der mehrere Teilnehmer neu anwesend waren, fand in Lausanne-Dorigny statt. Der von Frau Jocelyne Hefti präsentierte Fachteil diente einer kurzen Einführung in die Kartenkatalogisierung mit SIBIL. Haupttraktanden bildeten zwei Projekte: Der Gesamtkatalog der schweizerischen Karten sowie das Verzeichnis schweizerischer Kartensammlungen. Zudem erfolgte der Beitritt zu einem Organisationskomitee, das 1994 die 9. Konferenz der Kartenbibliothekare von LIBER in der Schweiz durchführt.
Anfangs 1991 wurde ein Fragebogen verschickt, der an möglichst alle Stellen, die über öffentlich zugängliche Kartenmaterialien verfügen, gerichtet ist. Über den Fragebogen und das damit angestrebte Verzeichnis der schweizerischen Kartensammlungen und Kartenarchive wurde in ARBIDO-B 6 (1991)2, S. 12–13 informiert.
An der Arbeitssitzung, die am 18. März 1991 im Rathaus von Glarus stattfand, konnte der Teilnehmerkreis wiederum erweitert werden. Das Haupttraktandum bildete die Fragebogenaktion. Die Frage des Gesamtkatalogs der schweizerischen Karten wurde erneut aufgegriffen und führte zu einem Brief der Arbeitsgruppe an den Direktor der Schweizerischen Landesbibliothek. Unter der kundigen Führung von Herrn Hans Laupper erfolgte zudem eine Besichtigung des historisch bedeutsamen Brunnerhauses in Glarus.

Thomas Klöti

16. Arbeitsgruppe Bibliotheksautomatisierung – Groupe de travail pour l'automatisation des bibliothèques

Die Arbeitsgruppe Bibliotheksautomatisierung trat im Berichtsjahr 1990/91 zu zwei Sitzungen zusammen:
An ihrer Sitzung vom 20. September 1990 – während der Freiburger GV – hielt sie anhand einer Übersicht des Präsidenten Rückschau auf die zahlreichen Themen, die sie in den zehn Jahren seit ihrer Gründung 1980 aufgenommen und zum Teil mit viel Aufwand bearbeitet hat (insbesondere die Bemühungen um ein gemeinsames, schweizerisches Austauschformat in der ersten Hälfte der achtziger Jahre). Als einziges ständiges Traktandum über alle Jahre hinweg findet sich der gegenseitige Informationsaustausch, der auch im Berichtsjahr die Basis der Arbeitsgruppe bildete.
Auf Vorschlag eines Mitglieds der Arbeitsgruppe an dieser Sitzung fragte der Präsident im Herbst die Direktoren jener Hochschulbibliotheken, die über automatisierte Kataloge verfügen, an, ob der Online-Zugriff auf ihre OPACs mit einer Liste in ARBIDO veröffentlicht werden könnte. Die Umfrage ergab jedoch (Stand April 1991), dass vorerst nur die drei Zürcher Hochschulbibliotheken (ETH-Bibliothek, Zentralbibliothek Zürich und Hauptbibliothek Irchel) die allgemein zugängliche Online-Abfrage vorbehaltlos erlauben, weshalb unsere Arbeitsgruppe auf die Zusammenstellung einer grösseren Liste vorderhand verzichtete.
An ihrer ganztägigen Sitzung vom 9. April 1991, wiederum in Freiburg (als Gast der Kantons- und Universitätsbibliothek), liess sich die Arbeitsgruppe über den Stand des von IBM in Auftrag gegebenen Projekts Interface SIBIL-DOBIS/LIBIS informieren. Daran nahmen auf Einladung der IBM Schweiz auch weitere Gäste teil. Am Nachmittag beschaff-

te sich die Gruppe einen Überblick über die Austauschformate und Konversionsprogramme, die in ihren Bibliotheken heute angewendet werden. Im weiteren erarbeitete sie zum Stand der Strukturreform der VSB eine gemeinsame Stellungnahme und wählte Herrn Maurice Magnin, REBUS-Koordinator, zum neuen Präsidenten für 1991/92.

Heinz Dickenmann

Von folgenden Gremien sind keine Berichte eingetroffen:
Les organes suivants n'ont pas transmis leur rapport:
- Kommission für Statistik – Commission de statistique
- Arbeitsgruppe der Benutzungsdienstchef – Groupe de travail des chefs de prêt

IV. Betriebsrechnung 1990 – Compte d'exploitation 1990

Bilanzen pro 1989 und 1990

Aktiven	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Kasse Prüfungskommission	490.65	–.—
Postcheck 30-26772	52 440.27	50 803.17
Postcheck 30-34883 Prüfungskommission	375.—	692.75
Postcheck 30-8968 Fortbildungskommission	9 417.25	9 690.30
Postcheck 30-2095 VZ-Fonds	473.20	1 393.05
Postcheck 30-13901 Kopiermarken	57 778.54	75 539.45
Kto-Krt Gen. Zentralbank	20 239.91	8 307.45
Sph Zürcher Kantonalbank	20 234.30	20 837.05
Sph Gen. Zentralbank	70 731.20	1 060.35
Anh Gen. Zentralbank	10 016.10	213 636.30
Kto-Krt Gen. Zentralbank Prüfungskommission	–.—	3 446.50
Kto-Krt Gen. Zentralbank Drucksachenfonds	–.—	19 703.70
Kto-Krt Gen. Zentralbank Kopiermarken	–.—	59 229.50
Kto-Krt Gen. Zentralbank Tagungen	–.—	2 377.65
Festgeld Gen. Zentralbank	–.—	150 000.—
Oblig. Kantonalbank von Bern	150 000.—	40 000.—
Oblig. Gen. Zentralbank	510 000.—	380 000.—
Anteilschein Bibliotheksdienst	5 000.—	5 000.—
Vorschuss SAB	2 675.—	–.—
Büromaschinen	4 000.—	6 700.—
Verrechnungssteuer-Guthaben	21 635.60	13 940.25
Transitorische Aktiven	66 636.21	5 718.—
Verlust Allgemeine Rechnung	3 402.69	–.—
	Fr. 1 005 545.92	Fr. 1 068 075.58

Passiven	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Transitorische Passiven	4 244.75	12 057.40
Rückstellungen Kopiermarken	411 492.—	470 000.—
Vermögen Allgemeine Rechnung per 1.1.	33 797.36	30 394.67
Vermögen Prüfungskommission	629.20	1 989.15
Vermögen Fortbildungskommission	10 358.75	10 684.40
Vermögen VZ-Fonds	218 725.55	125 275.35
Vermögen Drucksachenfonds	153 204.28	148 543.83
Vermögen Kopiermarken	173 094.03	255 569.13
Gewinn Allgemeine Rechnung	–.—	13 561.65
	Fr. 1 005 545.92	Fr. 1 068 075.58

Allgemeine Rechnung

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Beiträge:		
Kollektivmitglieder	48 880.—	48 595.—
Einzelmitglieder	55 564.08	53 446.—
Einnahmen GV	56 064.40	37 768.10
Einnahmen ARBIDO	40.95	50.—
Verkaufsumsatz	14 521.40	17 749.05
Zinsen allgem. Rechnung	7 513.40	11 490.05
Kosten Sekretariat:		
Anteil VZ-7	–.—	–.—
Anteil ARBIDO	–.—	–.—
Anteil Kopiermarken	–.—	13 600.—
Anteil Drucksachenfonds	–.—	–.—
Anteil Prüfungskommission	–.—	–.—
Ausgabenüberschuss	3 402.69	–.—
	Fr. 185 986.92	Fr. 182 698.20

Ausgaben	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Beiträge an:		
Gesellschaften	9 775.09	550.—
ARBIDO	38 809.80	39 049.—
GV-Versammlungen	89 934.90	47 568.10
Kosten Generalversammlung	–.—	–.—
Delegationen	924.50	–.—
VSB-Gremien	847.30	4163.40
Löhne	22 176.15	39 425.45
Lohnnebenkosten	3 720.75	4 032.20
Verwaltungskosten	14 431.78	28 362.85
Porti	2 766.65	– 1 116.45
Abschreib. Büromaschinen	2 600.—	4 427.—
Auflösung Vorschuss SAB	–.—	2 675.—
Einnahmenüberschuss	–.—	13 561.65
	Fr. 185 986.92	Fr. 182 698.20

Prüfungskommission

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Examensgebühren	8 300.—	10 750.—
Zinsertrag brutto (Zins PC ab 1990)	–.—	77.65
	Fr. 8 300.—	Fr. 10 827.65

Ausgaben		
Examensspesen Lausanne	2 434.50	1 464.30
Examensspesen Bern	1 059.40	467.40
Examensspesen Zürich	1 311.50	2 835.60
Sitzungsspesen	1 948.80	2 149.60
Honorare	–.—	300.—
Druckkosten Diplome	1 068.05	2 088.30
Diverses	558.65	162.50
	Fr. 8 380.90	Fr. 9 467.70

Vermögensveränderung

Zunahme 1990		Fr. 1 359.95
Abnahme 1989	Fr. 80.90	

Bilanzwert

Vermögen 1.1.89	710.10	
Abnahme 1989	– 80.90	
Vermögen 1.1.90	Fr. 629.20	Fr. 629.20
Zunahme 1990		1 359.95
Vermögen 1.1.91		Fr. 1 989.15

Fortbildungskommission

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Kursgelder	9 850.—	5 290.—
Zinsertrag brutto (Zins PC ab 1990)	–.—	150.25
	Fr. 9 850.—	Fr. 5 440.25
Ausgaben		
Honorare und Unkostenbeiträge	12 901.20	5 114.60
	Fr. 12 901.20	Fr. 5 114.60

Vermögensveränderung

Zunahme 1990		Fr. 325.65
Abnahme 1989	Fr. 3 051.20	

Bilanzwert

Vermögen 1.1.89	Fr. 13 409.95	
Abnahme 1989	– 3 051 20	
Vermögen 1.1.90	Fr. 10 358.76	Fr. 10 358.75
Zunahme 1990		325.65
Vermögen 1.1.91		Fr. 10 684.40

VZ-Fonds

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Verkauf VZ 4	240.—	–.—
Verkauf VZ 6	6 237.—	462.—
Zinsertrag brutto	Fr. 9 522.70	Fr. 7 827.50
	Fr. 15 999.70	Fr. 8 289.50
Ausgaben		
Projekt VZ 7	58 183.70	72 845.20
Herstellung Supplement	916.—	–.—
Honorare	7 705.—	28 348.75
Diverses	19.90	545.75
	Fr. 66 284.60	Fr. 101 739.70
Vermögensveränderung		
Abnahme 1989 + 1990	Fr. 50 824.90	Fr. 93 450.20

Bilanzwert		
Vermögen 1.1.89	269 550.45	
Abnahme	– 50 824.90	
Vermögen 1.1.90	Fr. 218 725.55	Fr. 218 725.55
Abnahme 1990		– 93 450.20
Vermögen 1.1..91		Fr. 125 275.35

Drucksachen-Fonds

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechung 1989	Rechnung 1990
Interbibl. Leihscheine	15 386.05	18 364.30
Internationale Leihscheine	2 650.25	3 012.50
Katalogkarten	16 398.10	12 880.10
Publikationen	42.—	10.—
Regelwerk	25 220.—	12 822.75
Zinsertrag brutto (Zins PC ab 1990)	–.—	39.05
	Fr. 59 696.40	Fr. 47 128.70

Ausgaben	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Leihscheine	5 309.25	12 369.30
Katalogkarten	3 714.80	5 336.50
Publikationen	–.—	5 000.—
Regelwerk	–.—	28 401.25
Porti und Fracht	2 189.—	682.10
	Fr. 11 213.05	Fr. 51 789.15

Vermögensveränderung

Zunahme 1989	Fr. 48 483.35	
Abnahme 1990		Fr. 4 660.45

Bilanzwert

Vermögen 1.1.89	Fr. 104 720.93	
Zunahme 1989	48 483.35	
Vermögen 1.1.90	Fr. 153 204.28	Fr. 153 204.28
Abnahme 1990		– 4 660.45
Vermögen 1.1.91		Fr. 148 543.83

Kopiermarken

Erfolgsrechnungen pro 1989 und 1990

Einnahmen	Rechnung 1989	Rechnung 1990
Markenverkauf	409 430.70	370 513.60
Zinsertrag brutto	13 590.—	20 243.40
	Fr. 423 020.70	Fr. 390 757.—

Ausgaben		
Eingelöste Marken (zu Fr. 4.–)	309 460.30	277 797.35
Markenherstellung und Drucksachen	27 613.40	13 864.35
Honorare	1 204.—	–.—
Lohnanteil Sekretariat	12 000.—	13 600.—
Porti, Verpackung (pauschal)	3 000.—	3 020.20
	Fr. 353 277.70	Fr. 308 281.90

Vermögensveränderung		
Zunahme 1989 + 1990	Fr. 69 743.—	Fr. 82 475.10
Bilanzwert		
Vermögen 1.1.89	Fr. 103 351.03	
Zunahme 1989	69 743.—	
Vermögen 1.1.90	Fr. 173 094.03	Fr. 173 094.03
Zunahme 1990		82 475.10
Vermögen 1.1.91		Fr. 255 569.13

Berner Diplombibliothekarenkurs VSB 1992/93

Der Berner Ausbildungskurs beginnt am Montag, 6. Januar 1992 und dauert bis Ende Februar 1993. Er umfasst 422 Lektionen inkl. Besichtigungen. Das Kursgeld beträgt für Teilnehmer aus dem Kanton Bern Fr. 2000.–, für jene aus anderen Kantonen Fr. 2500.–.
Der Kurs ist auch offen für Archivare und Dokumentalisten, die Einzelfächer als Hörer belegen möchten.
Anmeldeformulare und Auskünfte: Ursula Surer, Stadt- und Universitätsbibliothek, 3000 Bern 7, Tel. 031 22 55 19 (jeweils montags).
Anmeldeschluss: 15. November 1991

Article constitutionnel sur l'encouragement de la culture

Prise de position de l'ABS

En décembre dernier, le Département fédéral de l'intérieur organisait une procédure de consultation concernant un projet d'article constitutionnel sur l'encouragement de la culture.
Nous reproduisons ci-après le projet du Département fédéral de l'intérieur et les réponses de l'ABS aux questions formulées dans le cadre de la consultation.

Projet du Département fédéral de l'intérieur

Art. 27septies

[1] La Confédération et les cantons contribuent, dans les limites de leurs compétences, à sauvegarder l'héritage culturel du pays, à encourager la diversité et le développement culturels, et à renforcer la compréhension des valeurs culturelles communes.
[2] La Confédération peut soutenir les cantons, les communes et le secteur privé dans leurs efforts visant à sauvegarder les biens culturels et à encourager la création culturelle. Ce faisant, elle tient particulièrement compte des intérêts culturels des régions peu favorisées.
[3] La Confédération peut compléter les efforts des cantons, des communes et du secteur privé par des mesures ciblées, notamment en vue:

a) de favoriser les échanges culturels avec l'étranger
b) d'assumer des tâches culturelles d'importance nationale.

Prise de position de l'ABS

Les différents points traités correspondent aux questions formulées par le Département fédéral de l'intérieur.

Conditions d'une politique d'encouragement de la culture

Une politique cohérente dans ce domaine doit englober l'ensemble du champ culturel. Il est donc pertinent qu'un même article traite de la sauvegarde des biens culturels et de l'encouragement à la création culturelle. Cependant, à ces deux premiers éléments il convient d'ajouter les tâches de diffusion et de médiation culturelle (Kulturvermittlung) sans lesquelles l'ensemble de la population ne saurait participer à la vie culturelle.
Par ailleurs, la «compréhension des valeurs culturelles communes», ne saurait constituer un programme suffisant alors que c'est de l'absence de compréhension des valeurs culturelles des autres, qu'ils soient nos concitoyens ou non, qu'ils habitent notre pays ou non, dont souffrent en particulier nos sociétés (cf. problèmes des grands centres urbains, relations nord-sud, asile, etc.). La poursuite de cet objectif doit être central au niveau fédéral et ceci pas seulement sous forme d'échanges au sens strict, mais en favorisant en Suisse la présence d'expressions culturelles qui n'y sont pas traditionnellement implantées.

Rôle subsidiaire de la Confédération

S'il est politiquement souhaitable que la Confédération joue un rôle subsidiaire par rapport à l'action des privés, des communes et des cantons, ce principe ne doit pas seulement être appliqué de manière «réactive», c'est-à-dire en soutenant des efforts déjà engagés. La Confédération doit pouvoir également susciter des actions dans le domaine culturel en assumant, soit directement, soit indirectement, un appui lors de l'émergence de projets, le cas échéant en prenant elle-même l'initiative d'actions allant dans le sens d'une meilleure coordination/structuration dans un secteur culturel donné.

Forme de l'aide fédérale

L'aide financière sera nécessairement dominante. Néanmoins bien souvent d'autres formes sont à rechercher de manière à ce que l'aide fédérale contribue à la structuration du paysage culturel suisse. Nous pensons entre autres à la mise en place de structures logistiques communes, telles que:
- instituts de recherche, éventuellement de formation, par exemple dans les domaines:
  - de la conservation et de la préservation des biens culturels,
  - de la pratique des activités culturelles,
  - des techniques de création et de diffusion culturelles;
- développement de la statistique culturelle qui aujourd'hui fait largement défaut;
- centre(s?) de documentation et d'information sur les questions culturelles (à destination des chercheurs et du public général).

Dans le même esprit, le soutien financier de la Confédération devrait aller en priorité à des institutions ayant un effet démultiplicateur et/ou innovateur (pilote).

Mesures propres

Dans les domaines qui nous concernent plus directement, nous souhaitons que la Confédération:
- dote la Bibliothèque nationale des ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour que d'une part, elle puisse assumer sa tâche traditionnelle de conservation et de mise en valeur du patrimoine intellectuel suisse conformément aux exigences contemporaines et, d'autre part, qu'elle renforce ses activités de coor-

dination et de développement au profit du système documentaire suisse dans son ensemble;
- assure, sur la base d'un engagement accru et permanent, le financement de la Bibliothèque pour tous pour lui permettre, conformément à l'alinéa 2 du projet de contribuer à la correction des inégalités régionales et sociales dans l'accès à la lecture;
- prenne l'initiative de la création d'un Centre de documentation, d'information et de recherche en matière culturelle qui pourrait assumer des tâches de même ordre que celles prises en charge, par exemple, par des institutions similaires dans le domaine de l'éducation. (ex.: IRDP, CESDOC).

Texte du projet

Compte tenu des commentaires qui précèdent, nous proposons deux modifications au projet d'article constitutionnel soumis:

Alinéa 1
Le texte doit souligner que la culture ne consiste pas seulement à cultiver sa propre identité – ce qui est absolument nécessaire! – mais également à mieux appréhender celle des autres.

Proposition:
éliminer l'adjectif «communes» dans la dernière phrase du premier alinéa qui devient: «... renforcer la compréhension des valeurs culturelles».

Alinéa 2
Le texte doit bien souligner que la vie culturelle est faite de création, de diffusion/médiation et de conservation du patrimoine.

Proposition (nouveau texte):
«La Confédération peut soutenir les cantons, les communes et le secteur privé dans leurs efforts visant à sauvegarder et à rendre accessibles (autre formulation: faire connaître) les biens culturels et à encourager la création culturelle. Ce faisant, ...».

Texte allemand:
«Der Bund kann Kantone, Gemeinden und Private in ihrem Bemühen um die Erhaltung und Vermittlung kultureller Güter und um die Förderung kulturellen Schaffens unterstützen. Er berücksichtigt dabei besonders die kulturellen Anliegen wenig begünstiger Landesteile».

VSB-Regionalgruppe Bern: Veranstaltungskalender: September 1991 bis Juni 1992

Dienstag, 10. September
Führung durch die 21. Europäische Kunstausstellung unter dem Patronat des Europarates «Zeichen der Freiheit»: Historisches Museum, Helvetiaplatz 5, 3005 Bern; Kunstmuseum, Hodlerstrasse 8–12, 3011 Bern (Dauer der Besichtigung beider Ausstellungen: 18.15 bis zirka 21.00 Uhr mit Pause)

Dienstag, 22. Oktober
Führung durch das PTT-Museum, Helvetiaplatz 16, 3005 Bern (unter anderem Besichtigung der Sonderausstellung «Die Post der Fischer 1675–1832); 18.15 bis zirka 19.30 Uhr

Montag, 18. November
Diavortrag über Mexiko von Dr. Martin Vonplon (Juristische Bibliothek der Universität Bern) und Dr. Robert Barth (StUB, Bern); Vortragssaal der StUB, Münstergasse 63, 3011 Bern; 18.15 Uhr bis zirka 19.45 Uhr

Montag, 17. Februar
Besuch im Schweizerischen Filminstitut, Bern, Erlachstrasse 21, 3012 Bern (Dauer der Besichtigung zirka 1 1/2 Stunden)

Montag, 16. oder 23. März
Max Waibel: Vortrag über ein volkskundlich-kulturgeographisches Thema. Vortragssaal der StUB, Münstergasse 63, 3011 Bern; 18.15 bis zirka 19.30 Uhr

April
Firmenbesichtigung: Paul Haupt AG (Buchhandlung, Verlag, Druckerei), Falkenplatz 11/14, 3012 Bern (Dauer der Besichtigung zirka 1 1/2 Stunden)

Mai
Besuch in einem Künstler- oder Töpferatelier

Juni
Heimatkundlicher Dorfspaziergang mit anschliessendem Abendessen in einem Landgasthof.

Verantwortliche für den Veranstaltungskalender:
E.A. Waibel, StUB, Postfach, 3000 Bern 7

Mitteilungen SVD Communications de l'ASD

Protokoll der 52. Generalversammlung der Schweizerischen Vereinigung für Dokumentation

5. Juni 1991 in Thun

Der Präsident Dr. E. Wyss eröffnet die 52. Generalversammlung und begrüsst alle Anwesenden herzlich; besonders die Gastgemeinde Thun, vertreten durch Herrn Dr. E. Keller und die anwesenden Ehren- und Freimitglieder.
Entschuldigt haben sich Dr. A. de Kemp (DGD), Brigitta Baltensweiler, Jean-Pierre Gaume, Alex Hunziker, Alois Kempf, Rolf Kleiner, Dr. U. Naegeli, Karl Zumstein.
Dr. E. Keller heisst uns auf berndeutsch herzlich willkommen in Thun und überbringt uns die Grüsse der Exekutive der Stadt. Herr Keller vermittelt uns in einem kurzen historischen Abriss die interessante Entwicklung der Stadt Thun, die heute mit etwa 40 000 Einwohnern die zehntgrösste Stadt der Schweiz ist.
Zur Einleitung der GV und zum Thema der Arbeitstagung leitet Dr. E. Wyss die GV mit folgenden Worten ein:

«Die technischen Fortschritte, die im letzten Jahrzehnt auf dem Gebiete des Informationswesens erzielt worden sind, führten allgemein zu einer besseren, effizienteren und rascheren Verarbeitung des Rohstoffes "Information". Ob uns diese hochentwickelte Technik nicht eine teilweise Versklavung des Individuums gebracht hat – das ist eine Frage, die nicht unerwähnt bleiben soll.
Die Technik ist ein Werkzeug, das dem Bearbeiter eines Rohstoffes die Möglichkeit gibt, ein Kunstwerk zu kreieren. Wie das Kunstwerk sich am Ende darbietet, hängt nur vom Können und Wollen seines Schöpfers ab. So auch im Falle unseres Rohstoffes "Information". Entweder das kunstvoll aufgebaute Informationssystem liefert präzise die gesuchten Daten oder das von der übergewichtigen Technik malträtierte Gebilde produziert hauptsächlich Ballast und Redundanz. Die Wahl des adäquaten Werkzeuges ist deshalb von ausschlaggebender Bedeutung.
Wenn wir von Rohstoff "Information" reden, drängt sich die folgende Frage auf: Ist Information, dieses leicht flüchtige, unberührbare und eigentlich unbekannte Wesen, vom Standpunkt des Managements aus, mit anderen Waren oder Dienstleistungen vergleichbar? Wir alle wissen heute, dass dieses immatrielle und delikate Produkt auf einem entsprechenden Markt gehandelt wird und demnach seinen Preis hat. Information ist also mit anderen Waren vergleichbar – nicht gleichzusetzen, aber eben vergleichbar.